

# informations ouvrières

N° 568

Semaine du 14 juin  
au 20 juin 1972

Prix : 1,50 F

L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES  
Organe de la Fédération des Comités d'Alliance Ouvrière

Après le 7 juin :

## EN DÉPIT DE TOUT, LES TRAVAILLEURS EXPRIMENT LEUR VOLONTÉ D'UNITÉ



Le 7 juin, dans l'unité, à Nantes

Photo I.D.

La crise révolutionnaire mûrit page 2

Y a-t-il encore un VI<sup>e</sup> Plan ? page 3

Le combat pour l'unité ouvrière pages 4 à 7

Le 7 juin, dans l'unité, à Nantes page 6

Menaces contre les travailleurs de la presse  
parisienne page 4

## enfer au viet-nam « ouverture » diplomatique en europe le prix de la " détente "



Terror au Vietnam

Photo Gamma

Le prix de la détente page 9

Tous aux Journées d'Etudes de l'OCI  
Le Trotskysme aujourd'hui page 8

Comités, conseils, soviets : vers la révolution  
socialiste - L'expérience du Québec page 11

Ecologie et lutte de classe page 12

**UAB**  
Biblioteca de Comunicació  
i Hemeroteca General  
CEDOC

# LA CRISE RÉVOLUTIONNAIRE MURIT

« Ils » semblent tous rassurés.

La grève déclenchée par la CGT n'a pas été générale, loin s'en faut.

« Ils », les patrons, le gouvernement se rassurent : les travailleurs de ce pays n'ont pas suivi les consignes de la direction de la CGT.

Mais quelles étaient donc ces consignes ?

Aucun ordre de participation à la grève de 24 h n'a été lancé chez Renault-Billancourt. Dans les banques, les employés ont été appelés à débrayer le matin, pour reprendre le travail l'après-midi. Breteau, Secrétaire Général de la Fédération CGT des Métaux, lors de sa tournée des usines dans les jours précédant la grève, expliquait : « Après tout, une délégation auprès de la direction et un débrayage de 2 heures suffiraient bien ». Breteau anticipait l'accord CGT-CFDT du 10 juin !

Tout le monde, en haut lieu, est rassuré : Maire et Séguy ont scellé leurs retrouvailles sur les grèves tournantes et de nouvelles actions prétendument nationales. Tout le monde, du côté des dirigeants, y a mis du sien. Tout le monde, du côté patronal, a compris combien « les actions centralisées au départ et diversifiées sur des revendications générales » que préconise Maire, et auxquelles Séguy s'est rallié, représentent cet « ételnoir » dont le Secrétaire Général de la CFDT nous a parlé il y a quelques jours. De nouveau, les grèves tournantes inefficaces, élevées par la presse du capital à la hauteur d'une stratégie « offensive », lutte de classe, et tout et tout !

## REGROUPEMENTS DANS LES MASSES

Mais sont-ils vraiment rassurés ? Le 7 juin il n'y a pas eu de grève générale parce que la direction de la CGT n'a pas voulu appeler à la grève générale. Séguy, à juste titre, l'a reconnu. Il n'y a pas eu de grève générale parce que les dirigeants des centrales n'ont pas voulu l'unité. Mais, le 7 juin, il s'est néanmoins passé quelque chose de très important : les manifestations de rue à Paris et dans les principales villes de province. Les journalistes bourgeois ont disserté à l'infini sur le nombre des participants. Il reste que le correspondant de *L'Aurore* lui-même est contraint d'écrire que « le défilé de rue à Rouen constitue la manifestation la plus importante depuis Mai-Juin 1968 ».

Là est l'essentiel.

Par millions, les travailleurs n'ont pas participé à une grève d'une durée de 24 heures parce que les dirigeants ont voulu disjoindre le mouvement. Par centaines de milliers, les travailleurs de ce pays ont manifesté dans la rue parce que c'était là pour eux le moyen d'exprimer leur volonté de regrouper leurs forces contre le Capital et l'Etat.

Le journaliste du *Figaro*, qui a suivi la manifestation se veut un tantinet ironique : « Un long cortège bien conduit, organisé, aseptisé ». La classe bourgeoise qu'il sert a besoin d'être rassurée. Manifestation calme, organisée, disciplinée — c'est l'évidence — à l'image d'une classe prolétarienne qui, pour s'exprimer, saisit tout ce qui lui permet de s'exprimer comme classe. Une classe, ou plutôt des bataillons avancés de la classe, toutes générations unies, qui se sont saisis de la manifestation pour manifester leur volonté de classe. Manifestation calme, ordonnée, disciplinée, non pas parce que la discipline lui était imposée — les S.O. réduits au minimum ne cherchaient pas à s'imposer — mais parce que la masse le voulait ainsi. Tout ce qui était extérieur était mis à l'écart. Ainsi, les quelques centaines de militants de la Ligue Pabliste qui, au nom de la théorie de la « périphérie » (petite bourgeoisie) qui doit « gagner le centre » (prolétarien) étaient purement et simplement rejetés à l'extérieur parce qu'ils étaient à l'extérieur du mouvement de la classe. Sans violence, parce qu'il ne pouvait y avoir de violence. La masse ignorait ce qui n'était pas sien, plaçait « derrière » ce qui n'émanait pas d'elle.

Tout est apparemment rentré dans l'ordre.

Pompidou se penche sur le sort des malheureux OS, Séguy confère avec Maire. L'un et l'autre conviennent que les 1.000 F et la retraite à 80 ans seront obtenus, comme l'explique Maire, par « des discussions échelonnées sur une longue durée » car « nous sommes conscients de l'importance de l'enjeu ». Monsieur Chaban-Delmas et les journalistes distingués du *Monde*, de *La Croix*, du *Figaro* n'ont-ils pas dit que ces revendications étaient « démagogiques » ? Tout est apparemment rentré dans l'ordre : les délégations du PCF et du PS étaient à nouveau leurs divergences concernant le « seuil » de prétendues nationalisations qui sont calculées pour assurer une « juste indemnisation » aux grands capitalistes.

Il reste que l'inflation continue à ronger l'économie, que la menace d'une nouvelle crise financière se précise, que le scandale est devenu le mode d'existence permanent de la classe capitaliste, que la hausse des prix s'accélère, que le chômage est difficilement contenu, que la dislocation de l'université et de l'enseignement à tous les niveaux se poursuit, que les conditions de travail s'aggravent. Cela ne peut pas durer et cela dure de moins en moins : pense chaque travailleur, la jeunesse, tous les exploités.

C'est de là que viendra la cohésion de la masse car les tissus du régime sont définitivement pourris. Il n'en reste pas une fibre indemne.

Personne ne peut encore dire si les manifestations du 7 juin marqueront la première étape d'une offensive décisive contre le gouvernement. Mais le lien de continuité que *L'Aurore* signale est évident : la lutte de classes ramasse les bouts du fil de la grève générale de Mai-Juin 68 cassé par les accords de Grenelle et les renouveau. Le succès des manifestations du 7 juin est partiel, symptomatique plutôt qu'effectif, mais celles-ci s'avèrent comme un moyen, non seulement de mesurer la force de contrôle des appareils, mais d'évaluer après coup les regroupements qui s'opèrent dans la conscience des masses.

Le patronat et le gouvernement se refusent de plus en plus à faire aucune concession véritable aux travailleurs. Les grèves disloquées n'aboutissent pas. Les actions sans lendemain n'arrachent rien. Cela porte la pensée de la masse du particulier au général, de la revendication économique à la revendication politique, mouvement renforcé par la défaite électorale subie lors du référendum par le gouvernement.

« Il faut qu'on déclare la grève tous en même temps, mais une vraie grève, pas une grève de 24 h disloquée et sans lendemain, pas de grèves tournantes qui ne règlent rien. Une grève qui arrachera toutes les revendications ». L'idée de la grève générale renouée avec la grève générale de Mai-Juin 68. « Mais cette fois, une grève générale qui ira jusqu'au bout, pour en finir ». Voilà ce que pense chaque travailleur.

Mais cette pensée qui monte d'en bas se combine avec une autre idée : l'idée de la base qui doit imposer l'unité et surmonter l'opposition de ses propres organisations. Cette idée de l'unité mûrit depuis longtemps. Ce jeune travailleur le traduisait parfaitement lorsqu'il disait : « Nous n'avons pas fait grève, mais nous avons discuté entre nous. A nos dirigeants nous disons : il faut vous mettre d'accord. Si cela continue, nous allons tous vous enfermer dans une pièce et vous n'en sortirez qu'après avoir fait l'unité ».

Personne encore dans la masse ne sait bien précisément comment l'unité peut être réalisée.

Tout le monde veut un centre dirigeant à la lutte, mais les directions des organisations se refusent à diriger la lutte contre le Capital et l'Etat. Comment faire ? Doutes, hésitations, volonté d'arracher les revendications, discrédit des classes bourgeoises, tout concourt à faire jaillir une nouvelle fois la forme d'organisation bien connue qui permettra de réaliser l'unité, l'unité totale de la base et des organisations, l'unité dans les Comités de Grève élus rassemblant les délégués des Comités de Grève et les responsables des organisations syndicales.

Ces Comités de Grève élus, que les dirigeants n'ont pas voulu en Mai-Juin 68, ces Comités de Grève élus, à partir de l'usine, du bureau, du chantier, du dépôt, qui coordonneront leur action au niveau local, professionnel, départemental et national dans des Comités Centraux de Grève, assureront le centre dirigeant des actions à tous les niveaux, ce centre dirigeant que veut la masse des travailleurs.

Les résultats du référendum ont démontré que le prolétariat a trouvé un puissant appui dans les couches les plus profondes et les plus exploitées, dans la masse des paysans et de la petite bourgeoisie des villes.

## LA VOLONTE D'UNITE

Les travailleurs savent qu'ils ne peuvent satisfaire leurs revendications légitimes avec ce gouvernement. Ils veulent un nouveau gouvernement, un gouvernement à eux, mais ils ne sont pas encore suffisamment pénétrés que ce qu'ils veulent, c'est un gouvernement sans représentants des partis de la bourgeoisie, qu'en l'occurrence les dirigeants baptisent « démocrates ». C'est pourquoi ils suivent leurs dirigeants. Mais les travailleurs savent ce qu'ils veulent. Un gouvernement qui donnera satisfaction aux aspirations, un gouvernement qui chassera de ce pays le scandale permanent que représente l'exploitation capitaliste. Ils suivent leurs dirigeants, mais pas d'une manière aveugle. Ils viennent de le démontrer le 7 juin, comprenant parfaitement que la grève décidée par la direction de la CGT n'était pas conduite pour aller jusqu'au bout, jusqu'à la satisfaction de leurs revendications, satisfaction qui ne saurait être arrachée avec le maintien en place du gouvernement Chaban. Ils ont suivi les dirigeants qui les appelaient à manifester dans la rue, sachant qu'ils manifestaient ainsi avec leur force de classe, leur volonté de voir « leurs » organisations aller jusqu'au bout, jusqu'à la lutte générale pour substituer au gouvernement Chaban un gouvernement des organisations ouvrières unies s'engageant à satisfaire les aspirations. Certes, les travailleurs ont suivi, mais en gardant un sens critique aigu.

C'est ainsi que se nouent tous les éléments d'une situation qui voit les premiers bataillons de la classe ouvrière prendre place calmement sur le champ de bataille des plus gigantesques combats de classes qui se préparent dans ce pays.

Une chose est claire : devant la poussée des masses qui commencent à manifester ouvertement leurs espoirs et même leurs illusions, leurs revendications et leurs aspirations, les combinaisons superficielles des classes possédantes avec les sommets dirigeants du mouvement ouvrier n'auront leur intérêt que pour un temps. Ces combinaisons ne pourront influer que sur la forme des événements, le rythme plus ou moins rapide de ceux-ci, mais nullement sur le développement général de la lutte de classes, et moins encore sur son dénouement : les affrontements de classes au niveau de l'Etat.

L'explosion révolutionnaire surgira-t-elle de grèves, d'une nouvelle crise financière ou de nouveaux scandales, précédera-t-elle ou sera-t-elle la conséquence des élections ? Nul n'en sait rien. Mais les forces de classes sont en marche. Il n'y aura d'inattendu que le moment.

L'avant-garde révolutionnaire doit donc, pour se préparer à ce moment, s'organiser, c'est-à-dire renforcer l'OCI, l'Alliance Ouvrière et l'AJS. S'organiser, c'est accomplir avec calme et méthode les tâches, atteindre les objectifs, en mesurer les résultats.

## PARTICIPEZ NOMBREUX AUX JOURNEES D'ETUDES DE L'O.C.I. DANS LA REGION PARISIENNE

- 75, dimanche 18 juin à 9 heures, local AJS, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, avec Claude Chisserey.
- 78, 91, 92 dimanche 18 juin à 9 heures, Suresnes, théâtre Jean Vilar, avec Pierre Lambert.
- 93, dimanche 25 juin à 14 heures, salle de l'Epicierie, 12, rue du Renard, Paris-4<sup>e</sup>, avec Pierre Levasseur.
- 94, samedi 17 juin à 14 heures, mairie d'Alfortville, avec Robert Clément.
- 95, dimanche 25 juin à 14 heures, salle de la Croix-Blanche, Saint-Leu-la-Forêt, avec François de Massot.
- Militants de la Sécurité Sociale, samedi 24 juin à 14 heures, salle Lancry, rue de Lancry, Paris-10<sup>e</sup>, avec Pierre Lambert.
- Militants du secteur Santé, dimanche 25 juin à 9 heures, C.L.A.J. Poissy (78), avec Pierre Camus.
- Militants des P.T.T., de la Recherche, du Bâtiment, des Banques, dimanche 25 juin à 14 heures, local A.J.S., 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, avec Patrice Sifflet et Charles Margne.

## Abonnez-vous

« INFORMATIONS OUVRIERES »  
Correspondance  
Rédaction - Administration  
39, rue du Faubourg-du-Temple  
PARIS-10<sup>e</sup>  
C.C.P. 21 831-73 Paris

ABONNEMENTS  
1 an (48 n°) ..... 50 F  
Etranger (1 an) ..... 60 F  
10 numéros ..... 10 F  
6 mois (24 n°) ..... 25 F

Versements au C.C.P. I. O. 21.831-73 - Paris  
Biblioteca de Comunicació  
i Hemeroteca General  
CEDOC

# L'ORTF selon Malaud et Pompidou : Casquée et bottée

C'est ainsi que le régime Pompidou-Chaban veut sa télévision.

Bien naïfs ceux qui croiraient que le projet de loi portant statut de l'ORTF qui vient d'être présenté au Conseil des Ministres par Malaud, l'un des secrétaires de Pompidou, est destiné à mettre un terme à la corruption qui pourrit les sommets de l'Office les plus notablement liés à l'UDR.

Il s'agit en fait, selon Tomasini d'en finir avec le scandale de la « publicité clandestine en faveur de la subversion », de tarir le poison « gauchiste » qui distille ces dangereux révolutionnaires piécés par Chaban qui ont non Desgraupes et Baudrier sur la seconde chaîne. Il s'agit d'en finir avec le climat immoral et délétère entretenu par des spectacles comme Mandrin ou Jacquou-le-Croquant. Il s'agit de restaurer l'Ordre Moral à la

radio-TV, et de soumettre les journalistes de l'Office à l'imprimatur d'un Ministre de l'Information rétabli dans ses responsabilités de censeur en chef. Il s'agit enfin, comme l'a dit Lecat au sortir du Conseil des Ministres, de rétablir le « caractère de service public de l'Office », notamment en ce qui concerne « la continuité du service en cas de cessation concertée du travail ». Ce n'est pas la publicité clandestine, c'est le droit de grève qu'il faut, pour Pompidou, extirper de toute urgence de l'ORTF.

On ne sait ce qui l'emporte, dans ce gouvernement, du cynisme ou du grotesque.

Edgar Faure a accepté d'être rapporteur du projet.

L'intersyndicale de l'ORTF organise une manifestation mercredi et a déposé un préavis de grève illimitée. Nous y reviendrons la semaine prochaine.

## Sarcelles : l'UDR à la porte !

La liste PCF-PS dite « d'union démocratique » a emporté dimanche l'élection municipale de Sarcelles. L'UDR Solange Troisier se trouve ainsi balayée de la ville, avant d'être, sans aucun doute, si le bloc des partis ouvriers se maintient, balayée de la circonscription qui lui a donné son siège à la Chambre des députés.

Les résultats chiffrés de ce scrutin confirment avec éclat les conclusions politiques que nous avons tirées de l'examen du vote du 23 avril. Avec 8 085 voix contre 7 856 au second tour des municipales de 1971, la liste PCF-PS gagne plus de 5 % des suffrages exprimés. L'électorat marginal du PSU s'affaisse et tend à se reclasser par rapport aux grands partis ouvriers, encore que 300 voix PSU (soit le tiers des électeurs de ce parti) aient refusé de se reporter au second

tour sur la liste Canacos. La liste Troisier perd 1 300 voix entre le second tour de 1971 et le second tour de 1972. La petite bourgeoisie laborieuse, employés et petits cadres dans cette localité, se détournent du parti de Pompidou-Chaban, comme en témoigne le fait que plus de la moitié de l'électorat des Groupes d'Actions Municipales (GAM), soit mille voix environ, s'est reporté dès le premier tour sur la liste Canacos, alors qu'elles avaient bloqué sur Troisier en 1971.

Le PCF et le PS sont potentiellement majoritaires dans le pays dès lors qu'ils s'opposent nettement et sans alliances à droite au parti des banques et des trusts.

A SARCELLES, comme dans tout le pays, l'UDR A LA PORTE ! UNITE OUVRIÈRE ! PAS UNE VOIX OUVRIÈRE AUX PARTIS DU CAPITAL !

## Angleterre : échec à la loi anti-grève

« Le pays devra-t-il souffrir toute une série de grèves jusqu'à ce que M. Heath et ses ministres se convainquent de la futilité de l'essentiel de leur législation ? Ce que l'on attend du gouvernement, ce ne sont pas des sermons sur l'intérêt du consommateur, mais un souci de justice plus grand et un peu moins de privilèges fiscaux pour les riches » (The Times).

Si la presse est devenue — ou redevenue — aussi sévère pour le gouvernement, c'est qu'il est en passe de subir, de la part des cheminots, une seconde défaite. Ceux-ci ont en effet, par une majorité de 6 contre 1, rejeté l'offre de la direction des chemins de fer et présentent leurs dirigeants de reprendre l'action revendicative. Le vote imposé par la cour des relations industrielles au service du gouvernement se termine par un camouflet pour ce dernier.

Face à cette nouvelle preuve de la puissance et de la détermination de la classe ouvrière anglaise, le gouvernement étale ouvertement son désarroi et ses divisions. Partisans de la conciliation, tel Barber le ministre des Finances, propagandistes de la déflation massive, tel le leader d'extrême droite Enoch Powell, tenants du blocage des salaires et supporters du statu quo vont répandre leur bonne parole contradictoire dans les meetings ou les journaux conservateurs.

Le « non » massif des cheminots au gouvernement signifie aussi, il faut en être conscient, acceptation du cadre légal dans lequel la loi Carr tente d'enserrer la lutte ouvrière. Il a donc à cet égard valeur de précédent, même si, pour cette fois, l'arme a été retournée contre le gouvernement.

Les attaques contre le mouvement ouvrier, ses droits et ses libertés, ne cessent pas.

Onze mineurs, dont un dirigeant syndical local, un desinateur industriel, un étudiant, comparaissent actuellement de-

vant les tribunaux sous le chef d'inculpation de « désordres et incitation à l'émeute » pour leur action de piquet de grève pendant la grande grève des mineurs. Défait sur le terrain, le gouvernement tente maintenant de régler ses comptes dans la discrétion des salles de tribunal avec les syndicalistes les plus militants.

Les journalistes de la presse écrite et télévisée (BBC) s'insurgent car ils viennent de recevoir du président de la Cour des Relations Industrielles des « instructions » sur la façon dont ils doivent rendre compte des conflits du travail dont la Cour est saisie afin de ne pas eux aussi... tomber sous le coup de la loi.

Rien n'est fondamentalement réglé. Le gouvernement de matamores qui prometait de régler de façon musclée la question sociale peut fort bien, dans quelques jours, affirmer qu'il est pour la conciliation. Il ne le fera que pour se donner un répit et n'a rien à offrir qu'inflation et chômage.

Les succès revendicatifs doivent, pour être sauvegardés, conduire à la lutte politique contre ce gouvernement et à la chute de celui-ci. Ni les mineurs ni les cheminots ne peuvent, à eux seuls, abattre ce gouvernement.

Le parti politique de la classe ouvrière anglaise, le Labour, doit sortir de l'ombre où il se complait et prendre ses responsabilités.

C'est donc ce sens qu'il faut peser dans la classe ouvrière anglaise.

# Le régime se décompose : y a-t-il encore un 6<sup>e</sup> plan ?

**S**OUS la présidence de Giscard d'Estaing, la Commission des comptes de la nation a procédé, le mardi 6 juin, à quelques « révisions en hausse » des comptes provisionnels pour 1972. Le taux de croissance de la production intérieure brute serait non pas de 4,8 % comme prévu à l'automne 1971, mais de 5,3 %. Belle réussite ! Hélas, cette progression demande quelques explications que seules d'autres « révisions en hausse » peuvent fournir. En particulier, la révision en hausse de... la hausse des prix.

Celle-ci, le ministre des Finances l'a proclamée maintes fois, n'excéderait pas 3,9 % en 1972 : aujourd'hui, après cinq mois, non plus de prévision mais de réalisation, le ministre, en bon accordéoniste, trace une courbe se déployant jusqu'à 5,6 %. On ne dissimule pas, dans « les milieux bien informés », que de révision en révision, les 6 % annuels de hausse des prix seront rapidement atteints.

Une telle prévision, confirmant que les prix étrangers grimpent plus vite que les prix étrangers, conduit, cette fois, à une révision en baisse de la progression des exportations : 7,7 % seulement contre 8,1 % prévus il y a quelques mois. En contrepartie, les importations vont croître (7,5 % contre 7,2 %). Moralité : la balance commerciale connaîtra bien des difficultés !

Ces quelques données, et bien d'autres, ne manquent pas d'inquiéter les capitalistes français qui se demandent aujourd'hui si les belles perspectives du VI<sup>e</sup> plan n'étaient pas vues au travers de miroirs déformants. « Vous svenez-vous qu'il existe un VI<sup>e</sup> plan », écrit Michel Drancourt d'Entreprise, qui en appelle au gouvernement. « Le problème est également politique, les résultats du référendum ont montré l'importance de l'électorat "mou" (sic). S'il a le sentiment, en 1973, que l'on se contente de pratiquer en France l'expansion dans l'équilibre, en mettant l'accent sur l'équilibre et moins sur l'expansion, il se dira qu'à changer on ne risque pas grand-chose. » (Entreprise du 26 mai 1972).

Le véritable équilibre, c'est celui que, sur son fil, le gouvernement Pompidou-Chaban-Giscard essaie de conserver ! C'est bien, en effet, comme l'écrit Drancourt, « un problème politique ». Pour bien le comprendre, revenons d'abord sur les objectifs de ce fameux VI<sup>e</sup> plan.

Pour atteindre le taux de croissance de 5,5 % prévu, un certain nombre d'objectifs devaient nécessairement être réalisés, dont les principaux étaient, selon les auteurs du plan :

- une croissance de 7,5 % de la production industrielle ;
- une croissance de 9 % des investissements industriels ;
- les deux premiers objectifs entraînaient :
  - a) la création de 550 000 emplois nouveaux ;
  - b) un excédent des ventes à l'extérieur des produits industriels de 15 milliards de francs en 1975 ;
- une hausse des prix limitée à 2,5 % par an ;
- un volant de 300 000 à 500 000 chômeurs.

Sur ces objectifs, deux sont non seulement atteints, mais dépassés : les prix grimperont à une moyenne annuelle d'environ 6 %, le nombre de chômeurs dépasse largement les 600 000. L'impossibilité de créer des emplois nouveaux implique que, selon le plan, c'est à 900 000 chômeurs qu'il faut s'attendre.

Le signal d'alarme est tiré dans la presse du capital : l'objectif de croissance de 9 % des investissements industriels est loin, très loin d'être atteint. Selon Expansion, c'est à une stagnation des investissements que nous assistons, et cela malgré les facilités de crédits accordées (baisse des taux d'intérêts du Crédit national récemment annoncés par Chaban, remboursement de TVA accordé aux entreprises...). Quant à la production industrielle, son taux de croissance serait de 6,7 %. Mais les statisticiens d'Entreprise estiment que ce chiffre est « largement surestimé ».

Or, apprend-t-on, les crédits à l'économie, depuis deux ans, augmentent au rythme de 20 % l'an. Cette année, 100 millions de francs de crédit du FDES ont été mis à la disposition des industries mécaniques et pourtant « on ne fait pas la queue à la porte pour utiliser ces milliards qui ne demandent qu'à être utilisés » (Entreprise du 26 mai). Car, pour ce faire, il faudrait que les entreprises aient la garantie d'écouler leur produc-

tion, de réaliser leur profit ! « On ne saurait faire boire un âne qui n'a pas soif », lit-on dans Expansion de mars 1972 : « Le climat social, l'état des marchés étrangers, les affaires monétaires conditionnent la mise en route des nouveaux investissements. »

L'inflation, organisée par le gouvernement (politique de déficit budgétaire et de crédit) est le seul facteur de « relance » de la production. Hélas, elle est aussi un facteur de dislocation dès lors qu'elle apparaît plus forte en France qu'à l'étranger.

C'est dans cette contradiction que se débat le gouvernement. Pour faire face à la mobilisation des travailleurs et des couches exploitées par la domination des monopoles, petits artisans, petits commerçants et paysans, le gouvernement lâche du lest et va de compromis en compromis, ouvrant les vannes du crédit et de l'inflation. C'est la fuite en avant qui accentue les conflits au sein d'une classe bourgeoise en décomposition, conflits qui se répercutent au niveau même de l'Etat, au niveau du gouvernement : Henri Lepage décrit très clairement cette situation dans Entreprise du 9 juin :

« Il fallait s'y attendre. Depuis plusieurs semaines, Valéry Giscard d'Estaing avait pris conscience du problème et multipliait les avertissements : la croissance de la masse monétaire a atteint un rythme à la limite de ce que nous pouvons accepter. »

« En fait, en privé, certains experts avouaient que déjà la cote d'alerte était dépassée ; mais ce sont sans nul doute les mesures économiques et sociales annoncées par Jacques Chaban-Delmas il y a quinze jours à la tribune de l'Assemblée nationale qui ont précipité la décision. En donnant un léger coup de frein au crédit (par le relèvement de 2 % à 4 % du taux des réserves obligatoires que les banques sont tenues de constituer sur le montant des crédits distribués) la Banque de France fait en quelque sorte contrepois aux largesses budgétaires préélectorales du gouvernement. »

Alors que faire ? « Il faut que le gouvernement organise la relance des investissements par la voie de la fiscalité » (c'est réduire les impôts des capitalistes, mais c'est aussi accentuer le déficit budgétaire, à moins de répercuter sur les travailleurs ces réductions en augmentant leurs impôts directs ou indirects).

« On peut se demander quelle efficacité pourra avoir une telle relance si elle ne rencontre pas un terrain suffisamment favorable et si les industriels eux-mêmes ne prennent pas le relais. Alors que dans la sidérurgie, les pouvoirs publics ont affaire à quelques interlocuteurs seulement, dont les objectifs sont clairement définis, dans la mécanique ils se trouvent devant 7 500 entreprises... » (Entreprise du 2 juin). Ce qu'il faudrait à la bourgeoisie, c'est nationaliser, ce sont des objectifs aussi clairement définis que ceux de Wendel-Sideler, trust de la sidérurgie, qui veut licencier les travailleurs par milliers.

Mais pour cela, il lui faudrait affronter une classe ouvrière qui, aujourd'hui, et le 7 juin le prouve, cherche à se rassembler pour combattre. La faillite de ce gouvernement, sa faiblesse, Giscard d'Estaing ne l'a pas cachée aux PDG qui, il y a une semaine, l'interrogeaient sur les possibilités d'un contrôle des prix et des salaires :

« Je crois que le contrôle autoritaire des rémunérations, étant donné notre structure politique, syndicale et sociale, n'est pas possible dans la France d'aujourd'hui. »

Les objectifs du VI<sup>e</sup> plan, c'est d'abord, pour la bourgeoisie, la survie du gouvernement Pompidou, même au prix de l'abandon des objectifs « économiques » du plan. Abandon que le rapport de la commission « Economie générale et financement » du plan a annoncé par sa présentation dans un chapitre qui s'intitulait : « Aides et déviations possibles... »

Dernière minute : le gouvernement enfin vien de céder. Les cheminots obtiennent 13,5 % d'augmentation, alors qu'ils demandaient 14 %.

# La rançon de la capitulation à « Paris-Jour » :

## Les travailleurs de la presse parisienne en danger

La plus importante section parisienne de la Fédération CGT du Livre est-elle volontairement en train de se passer la corde au cou ? Cela, avec l'accord total du Comité intersyndical du Livre parisien.

Cette question se pose désormais à tous les militants, tous les adhérents de cette Fédération, puisque l'assemblée générale, le 13 mai 1972, des typos et linos de presse a adopté par environ 600 voix contre 500 le projet d'accord dont nous publions les extraits les plus significatifs ci-contre.

Les rapports de production s'expriment, dans la presse, par le fait que la totalité des ouvriers y appartient à la même organisation, la Fédération CGT, et que, par là même, les sections parisiennes y contrôlent la totalité des postes de travail et leur évolution selon le volume du travail. La contradiction entre le caractère de service public de la presse quotidienne et son appropriation par le capital s'est en effet résolue à un moment donné dans l'acquis ouvrier que représente le contrôle de l'embauche.

Celui-ci naquit, dans des conditions historiques précises, comme sous-produit d'une révolution manquée qui imposa pendant quelques mois, dans les années 1944-1945, une presse « libre et indépendante », affranchie des servitudes publi-citaires.

« Le 24 août 1944, date de la Libération, une réunion des délégués au « Croissant » décida d'ajuster les tarifs au coût de la vie (...). Un accord intervint pour fixer le nombre des équipiers nécessaires à la confection d'un journal et le président de la presse clandestine — s'imprimant alors au grand jour — signa le fameux engagement qui spécifiait que toutes les équipes du journal devaient appartenir aux organisations confédérées » (1).

Soucieuse de remettre son économie en marche et de préserver son Etat, la bourgeoisie fit donc cette concession pour se ménager les conditions ultérieures de la réparation, sous d'autres titres, de l'intégralité de la presse d'avant guerre, la presse du profit.

Et c'est à partir du rapport de forces ainsi créé dans la presse en faveur des travailleurs que s'obtiennent, durant des années et des années, par la seule négociation, des avantages particuliers, négociations où la nature de la marchandise produite, le journal, fut utilisée au maximum par les représentants ouvriers.

Il fallut février 1947, et une grève qui dura un mois et se termina par 17 % d'augmentation des salaires, pour que les acquis de la Libération fussent pour la première fois remis en cause. Devant les GRIOTTERAY et les Léo HAMON, le ministre du Travail du gouvernement tripartite, Ambroise CROIZAT, membre du PCF, déclarait alors :

« Les prétentions de la Fédération du Livre ont amené les entreprises de presse à grever leur budget de lourds frais généraux en leur imposant des équipes de 20 à 22 hommes, là où suffisaient, avant la guerre, des équipes de 10 à 12. »

Le problème qu'ont à résoudre actuellement les magnats de la presse est simple.

La société des actionnaires du journal « Le Monde » publie, le 7 juin, son compte d'exploitation :

PRODUITS	
Abonnements .....	11.338.836,36 F
Ventes .....	38.619.664,90 F
Publicité .....	76.848.454,44 F

CHARGES	
Traitements et salaires	52.159.965,45 F
Charges sociales .....	10.980.837,58 F

Le produit de la publicité (7,6 milliards) suffit à amortir traitements, salaires et charges sociales. Reste même 1,3 milliard. L'élément déterminant de la presse du profit est la publicité, facteur extérieur au capital investi. Toute baisse de publicité suppose que la partie du capital qui revient aux salaires soit remise en question.

« Rentabiliser » la presse, c'est revoir les coûts de fabrication, passer à une exploitation « scientifique » des ouvriers de presse, autrement dit, à l'occasion de l'introduction d'un nouveau matériel de composition, faire baisser la valeur de leur force de travail, et augmenter la productivité du travail.

Pour obtenir le rendement à plein temps sur un volume de travail déterminé, englobant des travaux extérieurs au quotidien, les magnats de la presse — il n'y a aucune différence là-dessus entre AMAURY et le trust HACHETTE — butent sur le contrôle syndical de l'embauche.

Certes, ce contrôle les a débarrassés pendant un temps, des tâches du placement et du remplacement des effectifs. Actuellement, dans le cadre de la crise totale du système qui régit la presse, se débarrasser de cet acquis ouvrier est la condition suprême pour, en revenant au contrôle de l'embauche et de la qualification par l'entreprise, empêcher la baisse du taux de profit.

Dans sa réunion du vendredi 2 juin, le Comité intersyndical du Livre Parisien a décidé que les dirigeants de la Chambre Typo étaient libres de discuter et de négocier séparément, ce qui contredit une décision passée, datant de novembre 1971, disant clairement qu'aucun accord ne pouvait être signé, sinon à l'échelon syndical le plus élevé.

Or le protocole d'accord, fût-il recouvert de l'étiquette « garantie d'emploi », contient trois éléments qui, en se combinant, peuvent détruire tous les acquis : la liste nominative d'emploi, la non-compensation des départs et le recyclage au sein de l'entreprise et par l'entreprise. Ainal le protocole d'accord élaboré par les dirigeants de la Chambre Typo constitue le début de la mise en œuvre de l'accord régional prévu par le Comité intersyndical, qui met en œuvre pour les ouvriers de presse les lois du 16 juillet 1971 sur la « formation permanente ». Et, de ce point de vue, c'est aux dirigeants des sections parisiennes que les magnats de la presse et le gouvernement s'en remettent pour faire prendre en charge leurs intérêts.

Le principe de ces dirigeants serait celui-ci : « éviter les licenciements, sans que cela exclue la réduction du nombre des postes des travail ».

On ne peut jouer avec les mots. Se contenter de bavarder sur la « nationalisation démocratique » de la presse, émettre des protestations platoniques devant les mauvais coups des patrons. Mais jamais ne se saisir du potentiel d'action qui, du 15 décembre au 7 juin, s'exprime dans le Livre, et de l'aspiration des travailleurs à combattre contre la réduction du nombre de postes de travail. « Pas un emploi en moins » est une revendication essentielle dans le Livre, et c'est le contenu que donnent les travailleurs au mot « garantie d'emploi ».

Au 38<sup>e</sup> congrès de la CGT, le secrétaire du Comité intersyndical, R. BUREAU, intervint sur le rapport d'orientation pour empêcher que le terme « équivalent » remplace celui de « convenable » dans la phrase « L'interdiction de tout licenciement non accompagné d'un reclassement convenable ». Il jouait le reclassement équivalent « difficilement réalisable », et rappelait que la CGT « ne promet que ce qu'elle peut réaliser ». En clair, il est impossible, dans le Livre, dans la presse, d'obtenir la garantie d'emploi, si l'on se situe sur le terrain du reclassement.

Alors une question se pose : la catégorie des typos et linos pourrait-elle, à elle seule, par un accord séparé, obtenir une garantie d'emploi équivalente, alors que le secrétaire du Comité intersyndical pense que c'est impossible ?

En fait, le contenu des négociations avec AMAURY met au grand jour l'escroquerie que constitue le « reclassement ». AMAURY, patron du PARISIEN LIBRE, n'a jamais caché son jeu : casser la Fédération CGT du Livre dans son principal bastion, la presse parisienne, mais contrairement à Mme DEL DUCA, propriétaire de PARIS-JOUR, à AMOUROUX, directeur de SUD-OUEST, le faire EN LIAISON AVEC LES DIRIGEANTS des sections syndicales, pris séparément.

La capitulation de PARIS-JOUR en février, capitulation sans combat de la part des syndicats parisiens, fut rééditée en mai, à PARIS-NORMANDIE, comme nous l'avons relaté dans L.O. n° 567.

Cette démission sur toute la ligne se complète aujourd'hui par la mise en place d'un réseau de procédures et d'accords qui divisent et visent à ligoter les ouvriers de presse et à porter le coup de

grâce aux acquis, concentrés dans le contrôle de l'embauche.

De démission en démission, de recul en recul, de PARIS-JOUR à LA DEPECHE DU MIDI, accords par entreprises et par catégories, luttes particulières opposées à la lutte générale et unie comme le démontre le désaveu des grévistes de PARIS-NORMANDIE et la pression exercée sur les grévistes de LA DEPECHE DU MIDI pour qu'ils abandonnent leur grève, cette politique consiste à essayer d'arriver, quel qu'en soit le prix, à un accord avec le patronat. Quand un accord a lieu dans ces conditions, le préambule signé dans la presse régionale le 16 décembre en est l'exemple, il signifie l'abandon sans condition des droits et des revendications des travailleurs.

L'accord qui doit être signé avec AMAURY est pour l'instant retardé, le patron attendant de mettre les travailleurs du PARISIEN LIBRE le dos au mur en imposant ses conditions, à partir de la rentrée, dans le cadre de la concentration des PARISIEN rue d'Enghien. C'est l'ultime conséquence d'une politique de division et de dispersion, « encourageant » la grève de SUD-OUEST, mais la laissant isolée, et n'en tirant pas la seule conclusion possible : si l'on peut se battre à BORDEAUX pour PAS UN EMPLOI EN MOINS, on peut se battre à PARIS pour la même revendication. Et il est nécessaire, à PARIS comme à BORDEAUX, comme à TOULOUSE, comme ailleurs, que les syndicats du Livre centralisent les luttes, réalisent, dans ce secteur, l'unité contre la politique des magnats de la presse et des maîtres imprimeurs. Les militants peuvent l'imposer.

Nous reviendrons la semaine prochaine sur le combat de l'OCI et de l'Alliance Ouvrière dans ce secteur.

(1) Etude réalisée par Auguste LAR-GENTIER, ancien secrétaire de la Chambre Typo, « Contre-Courant » n° 58, p. 102.

### Extraits

[...] L'introduction de nouvelles techniques et méthodes de composition ne pourra en aucun cas avoir pour conséquence de supprimer la garantie d'emploi, reconnue aux travailleurs du service de composition, dont l'effectif sera arrêté à la signature du présent accord.

A concurrence de cet effectif il sera dressé une liste nominative des personnes appelées à bénéficier de la garantie d'emploi.

Toutefois, dans le cadre de l'effectif fixé, l'organisation syndicale pourra substituer — à condition de ne créer aucune charge supplémentaire pour l'entreprise — à un ouvrier jouissant de cette garantie, un autre ouvrier qui, lui, ne pourra, en raison de son travail temporaire, se prévaloir de ladite garantie.

[...] Les parties reconnaissent que l'emploi du nouveau matériel pourra permettre une augmentation du volume du travail sans embauche supplémentaire, dans la limite des productions fixées.

[...] Dans le cas où le volume de travail resterait identique à celui constaté à la signature du présent accord, des réductions de personnel auraient lieu à l'occasion de départs volontaires, départs à la retraite ou décès.

D'ores et déjà, sauf accord entre les parties signataires, il est convenu qu'aucun remplacement ne doit intervenir dans les cas précités.

La garantie d'emploi pourrait rendre nécessaire une reconversion de la fraction du personnel dont l'activité deviendrait insuffisante, le choix des ouvriers les plus aptes à travailler sur le matériel moderne étant, après essai, déterminé d'un commun accord.

(Souligné par nous.)

LE SAMEDI 17 JUIN 1972 A 10 HEURES  
café le « Royal-République »  
place de la République  
REUNION  
ouverte à tous les militants,  
travailleurs et jeunes du Livre



Comme chaque année, l'AJS organise au mois de juin la fête de son journal "JEUNE REVOLUTIONNAIRE". Cette année, un plateau particulièrement riche, une grande exposition de peinture et de dessins humoristiques, un grand bal avec deux grands orchestres, une tombola, des « ventes aux enchères » d'œuvres d'art, verront se rassembler des milliers de jeunes et de militants qui, en participant à cette fête, soutiendront le journal de l'AJS.

Militants, sympathisants, jeunes, amenez à la fête de "J.R." parents, amis !

Prix des places : 10 F - Soutien : 20 F et plus. S'adresser aux diffuseurs de "J.R." ou au local de l'AJS, 87 rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris (10<sup>e</sup>).

UAB  
Hemeroteca General  
CEDOC

## Combat pour l'unité au congrès CGT

Le congrès du syndicat des impôts CGT (SNADGI). A la veille du 7 juin, ce congrès revêtait une importance plus particulière. Près de 600 délégués participaient à ce congrès représentant 130 sections syndicales.

Dans son rapport d'activité, le secrétaire général, après avoir fait un tour rapide des problèmes généraux, axa l'ensemble de son rapport autour de la grève du 7 juin :

« Avant, grâce à une action syndicale, nous pouvions obtenir satisfaction. Ce qui était vrai hier ne l'est plus aujourd'hui. Tout devient conflit politique. Il s'agit maintenant de frapper fort, de briser la résistance du gouvernement par rapport à l'ensemble de nos revendications. »

Tel est, en effet, le problème. Les propos du secrétaire général nous semblent justifiés. Il s'agit aujourd'hui de « forcer les barrières ». Il est temps de porter « un coup d'arrêt » au gouvernement des banques et des trusts. Cependant, nous sommes amenés à nous interroger.

Le représentant de la section syndicale de Paris-Sud-Est exprime dans son intervention à la tribune :

« Le 7 juin, c'est le problème de la mobilisation de l'ensemble des travailleurs des impôts et de la fonction publique qui est posé. Le congrès doit débattre si les mots d'ordre (1 000 F minimum, retraite à 60 ans) avancés répondent aux besoins de la mobilisation de la plus grande masse des travailleurs. »

Au travers des interventions, les congressistes ont fait apparaître la détermination de l'ensemble des travailleurs des impôts, de voir leurs revendications satisfaites. C'est dans cette perspective que le congrès a pris la décision d'organiser au lendemain du 7 juin des assemblées générales dans tous les services des impôts.

Reprenant l'intervention du délégué de Paris-Sud-Est, de nombreux congressistes s'exprimèrent sur la nécessité aujourd'hui, compte tenu de la place spécifique qu'occupent les travailleurs des impôts, de mettre sur pied une vaste campagne nationale. Mobilisant les agents des impôts, cette campagne devrait être faite en relation avec le mouvement ouvrier organisé afin de dénoncer le contenu réactionnaire de la politique fiscale du gouvernement. La défense des libertés démocratiques fut à l'ordre du jour du congrès.

Voici des extraits de l'intervention du camarade de l'ENI :

« Pierre Overney est mort et les brigades patronales existent toujours. Demain les bandes armées de l'UDR s'attaqueront aux militants ouvriers de toutes tendances. C'est ensemble qu'il faut y ripos-

ter. La démonstration en est faite par l'assassinat dont fut victime M. Labroche, militant du PCF. « Voilà la position qu'a prise notre sections à l'unanimité moins cinq abstentions.

« Nous regrettons que le bureau syndical n'ait pas pris position dans le même sens. D'autant plus que le rapport introductif à notre congrès dit, page 9 : " Bien entendu, sous peine de se renier elle-même, l'unité d'action exclut tout préalable idéologique ". Nous sommes d'accord avec cela. Mais nous pensons que, sur ce point, les actes n'ont pas suivi les écrits. C'est pour cela que nous demandons au congrès de prendre une position conforme aux intérêts des travailleurs. »

« Nous avons également débattu d'un autre problème.

« M. Richard disait ce matin dans son rapport moral : " Comment défendre les intérêts moraux et matériels des travailleurs si l'on se désintéresse du problème de la défense des travailleurs et paysans vietnamiens ? »

« Effectivement, on ne peut qu'être d'accord et je suis d'accord, mais de même qu'on ne peut combattre pour des transformations profondes en France, transformations qui approchent après la défaite du gouvernement au référendum, on ne peut mobiliser les travailleurs pour le socialisme en France et se taire sur les atteintes portées au socialisme en Tchécoslovaquie. »

A la quasi-unanimité, à l'exception de quelques responsables de la région parisienne (9 contre), l'immense majorité de ce congrès a adopté une motion présentée par l'Ecole Nationale des Impôts exigeant l'unité « contre les bandes armées de l'UDR » et le châtiement des agresseurs de Lanvin, Speller, Overney et Labroche, manifestant ainsi son refus des préalables et des exclusives dès lors que la défense des libertés démocratiques est en jeu.

Les militants de l'OCI de l'Alliance ouvrière, les militants qui ont participé à l'élection d'un délégué à la conférence des 5 et 6 février pour le gouvernement ouvrier s'emploieront, quant à eux, dans le cadre de leurs responsabilités syndicales, à faire respecter les décisions du congrès concernant les assemblées générales des travailleurs après la grève du 7 juin parce que ce combat est partie intégrante de la lutte qu'ils mènent pour le gouvernement ouvrier sans représentant de la bourgeoisie.

Le premier numéro d'Informations Ouvrières Impôts sort cette semaine dans le but de regrouper les travailleurs des impôts sur Paris et de poursuivre la discussion et le combat ensemble.

## comment arracher les revendications ?

Il est fréquent que, soit dans les tracts, soit dans les discussions, lors que le problème de l'unité est posé, on trouve les formules telles que :

« Il faut l'unité à la base pour avoir l'unité au sommet. »

Or, tous les jours, la démonstration peut être faite que les travailleurs sont unis dans les ateliers. Alors ?

Alors, il faut combattre pour l'unité tant à la base qu'au sommet, et cela en commençant par ne pas opposer l'un à l'autre. C'est ce combat qu'ont engagé les travailleurs de l'île Seguin à la suite d'une assemblée tenue lors de la grève des professionnels où, une fois de plus, l'unité n'avait pas été réalisée (résolution publiée ci-dessous).

L'ensemble peut et doit se réaliser sur l'ensemble des revendications, mais chez RENAULT, il est de plus en plus urgent qu'elle se réalise contre le démantèlement continu de BILLANCOURT, pour le maintien de l'emploi pour tous.

Cela ne pourra être obtenu que par la lutte DANS L'UNITE. C'est ainsi que ces travailleurs, après discussion avec des représentants CGT, CFDT, FO, ont obtenu que, dans un premier temps, les syndicats CGT, CFDT, FO interviennent auprès de la direction :

— pour lui demander des comptes, — pour exiger des garanties écrites sur l'emploi,

— pour que, en commun, les syndicats informent les travailleurs de ces démarches.

Un tract des trois sections syndicales a été rédigé sur mandat de l'assemblée des grévistes.

C'est un premier pas qui en amènera d'autres.

Nous jugeons comme très positif le mouvement d'aujourd'hui qui, en ce qui concerne le 77, a été bien suivi, cela tout en regrettant que l'appel à ce mouvement n'ait pas été unitaire.

Au soir de cette journée, la question que nous nous posons est : comment continuer, comment faire céder Dreyfus et ce gouvernement sur les revendications ?

En ce qui nous concerne, nous pensons que la voie du succès passe par l'unité, unité des travailleurs et de leurs organisations syndicales CGT-CFDT-FO, cela sur des bases bien définies.

Nous pensons que l'unité est possible, la preuve en est que les trois

syndicats s'étaient mis d'accord sur une plate-forme commune lors des discussions pour le renouvellement des accords. Cette plate-forme avait d'ailleurs rencontré un très bon accueil près du personnel du département.

S'inspirant de cette plate-forme les mécaniciens entretien proposent la grille suivante pour les professionnels, cela dans le cadre de la grille unique [soulvent propositions chiffrées...]

Le problème de la garantie de l'emploi et des ressources est apparu tant au cours de cette journée qu'au cours de l'assemblée comme une préoccupation dominante, c'est pourquoi l'assemblée estime qu'il est nécessaire que ces trois syndicats se mettent d'accord pour demander en commun des garanties écrites à la direction, garanties comportant :

1. le maintien de la totalité des fabrications à Billancourt ;

2. que sous aucun motif ou prétexte, il ne sera procédé ni à des licenciements ni à des déclassements.

L'ASSEMBLEE ESTIME DE PREMIERE URGENCE LA REALISATION D'UNE TELLE DEMARCHE.

Nous demandons également que soient données par un tract spécial et commun toutes ces informations sur la situation à Billancourt, informations que la mobilisation du personnel pourrait obliger la direction à fournir au comité d'entreprise.

Information portant entre autres sur tous les bruits vrais ou faux circulant dans l'usine, à savoir :

— aucun nouveau véhicule ne serait fabriqué à Billancourt,

— la fabrication R6 serait arrêtée dans de brefs délais,

— la chaîne des presses synchrones Amont serait démontée,

— Billancourt serait transformé en usine de fabrication pièces détachées,

— déjà les équipes de nuit seraient réduites,

— une seule chaîne tournerait en équipe au lieu de deux actuellement, etc.

Nous demandons que ce tract d'information paraisse avant la fin du mois.

SUR LES FORMES DE LUTTE

Nous proposons qu'elles soient définies lors d'assemblées dans ces départements, assemblées que rien ne peut empêcher qu'elles soient appelées en commun par ces trois syndicats.

## Dunkerque :

## non à la sélection

Sur 1.600 dossiers envoyés par les établissements, 395 élèves n'ont pas été pris pour l'entrée en seconde. De l'avis même du proviseur de technique à Dunkerque parmi les 256 élèves qu'il a refusés, 100 avaient largement le niveau pour préparer un BEP, mais n'ont pu être pris faute de place.

Au CES de Grande-Synthe, prévu pour 1.200 élèves, qui tourne déjà avec 1.400, 250 à 300 élèves de plus sont prévus pour l'an prochain ; le rectorat a refusé toute création de postes. A Jean-Bart on a accepté pratiquement tous les élèves alors qu'aucune seconde n'a été créée.

On brade l'avenir des enfants. On licencie des M.A. Il est impossible d'accepter cette situation.

A Grande-Synthe, à l'initiative de la section SNES, l'intersyndicale a décidé une grève à la rentrée si les 12 postes supplémentaires d'enseignants et les 5 postes de SE ne sont pas créés.

Partout il est possible de combattre avec les parents d'élèves pour obtenir des créations de postes. Nul obstacle ne s'oppose à ce que l'unité se réalise sur l'agglomération, afin que, avec l'aide des instances syndicales académiques, soit obtenue satisfaction. C'est ainsi que l'on peut défendre l'emploi des Maîtres auxiliaires.

Pour les grandes choses comme pour les petites, l'Unité ouvrière est nécessaire.

## AVANT LES VACANCES, ACHETEZ TOUS VOS LIVRES A LA SELIO

Société d'Édition Librairie Informations Ouvrières

87, rue du Faubourg Saint-Denis, Paris 10<sup>e</sup>

DANOS et GIBELIN, Juin 36, 2 volumes	11,80
LOUNATCHARSKY, Théâtre et Révolution	24,00
PREOBRJENSKY, La nouvelle économie	24,10
BOUKHARINE - PREOBRJENSKY, ABC du communisme, 2 volumes, L'un	5,90
BOUKHARINE, L'économie mondiale et l'impérialisme	15,40
BOUKHARINE, La théorie du matérialisme historique	20,50
K. MARX, Le capital, 8 volumes, L'un	16,00
K. MARX, Œuvres complètes y compris le capital, 2 volumes, L'un	65,00
L. TROTSKY, De la Révolution (Révolution trahie, Révolution défigurée, etc.)	50,00
L. TROTSKY, La révolution permanente	8,00
P. BROUÉ, Le parti bolchévique	50,00
P. BROUÉ, Révolution en Allemagne (1913-1917)	50,00

UAB  
Biblioteca de Comunicació  
i Hemeroteca General  
CEDOC

# Le combat pour

## En Loire-Atlantique le 7 juin ...



### Un pas en avant vers l'unité

**N**OUS publions dans cette page un certain nombre d'éléments concernant la façon dont la grève du 7 juin a été préparée et s'est déroulée en Loire-Atlantique, et plus particulièrement à Nantes. Nos lecteurs savent qu'à Nantes la continuité organisée du bolchevisme, en dépit de la crise pastiliste, n'a jamais été interrompue. Cela explique certaines particularités de la lutte des classes en Loire-Atlantique.

A Nantes, l'Union Départementale Force-Ouvrière combat depuis des années sur des positions lutte de classe. Alors que, depuis des années également, les dirigeants de la CGT refusaient l'unité d'action avec FO (à Nantes comme ailleurs), et réclamaient à cor et à cri « l'unité » avec la CFDT. Or l'unité véritable, l'unité authentique, l'unité CGT-CGT-FO, celle des deux parties constitutives de l'ancienne CGT unifiée et unitaire a été réalisée pour le 7 juin.

Mieux, les dirigeants de la CGT eux-mêmes ont exprimé de sévères critiques à l'égard de l'attitude prise par les dirigeants de la CFDT contre cette grève.

Il n'est d'ailleurs que de citer quelques extraits d'un tract imprimé de l'Union régionale CFDT de Loire-Atlantique, intitulé « Non au 7 juin », pour comprendre les raisons de l'ire des dirigeants de l'UD-CGT ainsi d'ailleurs que la réprobation constante des militants de la CGT et de FO contre la politique de la CFDT. Après avoir condamné la grève du 7 juin, l'UR-CFDT se prononce « Pour une action efficace », à savoir pour « une grève tournante au niveau national (...). Nous proposons, par roulement, des grèves professionnelles (Métaux, bâtiment, chimie, etc.) intercalées de grèves interprofessionnelles régionales (l'Ouest, le Nord, le Midi, etc.) se relayant les unes les autres ».

Et la conclusion : « La CFDT vous demande de lui faire confiance en refusant une action inefficace sans lendemain pour clôturer l'année syndicale, en exigeant une action puissante, progressive, programmée dans le temps ».

Rappelons que l'appel commun CGT - CGT-FO de Loire-Atlantique commençait par : « Tous dans la grève de 24 heures le 7 juin » et se concluait par les mots : « Unité ouvrière ». Là est le mouvement qui va vers le Front unique, bien qu'il reste encore de sérieux obstacles à sa réalisation complète.

On peut dire qu'à Nantes et en Loire-Atlantique, la grève du 7 juin a été suivie. La manifestation, qui a regroupé près de 8 000 travailleurs, est l'une des plus importantes qui se soient déroulées à Nantes ces derniers temps. Cette journée ne règle pas tout. En elle-même, d'ailleurs, elle ne règle rien, à Nantes comme ailleurs, dans la mesure où à l'échelle nationale, le mouvement a été délibérément disloqué et détourné de son objectif : le gouvernement.

Alexandre Hébert, secrétaire de l'UD-FO de Loire-Atlantique, explique dans l'interview publiée ci-contre le sens de la journée et aborde la question des perspectives. Nul doute que, dans les entreprises — en dépit des tentatives de violences exercées par certains éléments de la CFDT contre les organisations ouvrières et les militants à la veille immédiate de la grève —, militants de la CGT, de FO, y compris militants honnêtes de la CFDT aspirent à l'unité ouvrière, militants du PS, du PCF, de l'OCI poursuivront la bataille, dont la discussion politique est un élément décisif dans la prochaine période.

« Grève politique, oui » ont affirmé, contre les tentatives vaines des dirigeants de la CFDT de briser le mouvement, les dirigeants de la CGT et de FO lors du meeting du 7 juin. Tel est en effet l'orientation nécessaire contre la politique du gouvernement Pompidou-Chaban. En dépit de la division à l'échelle nationale un pas en avant a été fait à Nantes.

### Ceux qui n'ont rien à dire

Après avoir interviewé Alexandre Hébert, le représentant de « I.O. » à Nantes, le camarade J. Meyrand s'est rendu au siège de la CGT et a demandé à rencontrer le secrétaire de l'UD-CGT de Loire-Atlantique, Prampart. Ce dernier a refusé de commenter la journée de grève pour « I.O. », prétendant que les militants de l'Alliance Ouvrière et de l'OCI attaquent ses positions dans les entreprises. « C'est pourquoi, dit-il, je suis très réservé ».

Le représentant de la rédaction de « I.O. » s'est alors rendu auprès de

Rousselot, secrétaire de l'Union régionale CGT. Ce dernier s'est lui aussi catégoriquement refusé à toute déclaration pour « I.O. », expliquant sans grande conviction d'ailleurs qu'il n'avait rien à dire à « une organisation qui se prétendait partie intégrante du mouvement ouvrier ». Devant l'insistance du camarade Meyrand, il finit par déclarer : « Vous allez me traiter de stalinien, ce que vous dites dans les entreprises. Non, vous n'aurez pas de déclaration ».

Sans commentaires.

### LE MEETING A NANTES :

Après que le président du meeting, militant de la CGT, se fut « félicité du travail en commun mené avec FO », eut « regretté l'attitude de la CFDT », eut exprimé le fait que « notre souci est de nous battre contre notre véritable ennemi, le patronat » et souhaité que « l'unité s'exprime aussi demain », il donna la parole à Georges Prampart, secrétaire de l'UD-CGT de Loire-Atlantique.

Ce dernier, après avoir dénoncé « l'intransigeance d'aujourd'hui du gouvernement et du patronat », expliqua : « Il fallait une action d'ensemble, la grève du 7 juin ». Puis, poursuivant, il déclara : « La CFDT est devenue l'allié du gouvernement en dénonçant une grève politique. Alors que le gouvernement est affaibli après le référendum, il est regrettable que l'Union régionale CFDT prenne des positions aussi contradictoires. Oui, cette grève est politique, car les revendications sont rejetées par le gouvernement et le patronat ». En conclusion, l'orateur s'éleva contre « le bourgeois dont la presse s'est déchaînée contre la grève » et mit en garde « la CFDT qui n'a pas hésité à utiliser tous les moyens contre la grève ».

La parole est alors donnée à Alexandre Hébert, au nom de l'UD-Forces Ouvrières.

« Le patronat et son gouvernement s'opposent à nos revendications » déclare l'orateur. Et d'illustrer la politique de la

bourgeoisie : « Hausse des salaires limitée, ce qui, en période d'inflation, équivaut à un blocage des salaires. Dans notre région, plus de la moitié des travailleurs gagnent moins de 1 000,00 F par mois. Le gouvernement promet : 1 000,00 F dans dix-huit mois... pour un horaire de 45 heures ! ».

Sur la durée du travail, A. Hébert souligne qu'une « satisfaction partielle a été obtenue, due à l'action opiniâtre des organisations syndicales. Car le gouvernement et le patronat ne cèdent qu'à la pression ! Leur refus de satisfaire les revendications s'accompagne aussi de remises en cause des principales conquêtes ouvrières : remise en cause du statut de la fonction publique, transferts au privé d'entreprises, brel une offensive globale et coordonnée ».

Aucune action isolée, fût-elle exemplaire et courageuse, ne saurait s'opposer efficacement à cette politique. La classe ouvrière doit rassembler ses forces. Telle est la signification de cette grève.

Le gouvernement est aux abois, poursuit l'orateur. Passons sur les scandales et soulignons qu'à peine un tiers du corps électoral a voté oui au dernier référendum. Ce gouvernement a peur, peur de la classe ouvrière organisée. Le régime est condamné et c'est pourquoi

### Alexandre Hébert nous déclare : « Ce qui vient de se passer d'exemple »

Pourquoi l'UD-FO de Loire-Atlantique a-t-elle participé à la grève du 7 juin ?

La division syndicale repose sur des divergences réelles entre les différents courants ouvriers dont les principaux, les courants réformiste et stalinien, sont à la base. Depuis quelques années, la situation s'est compliquée par la place prise par une organisation étrangère à la classe ouvrière — de par ses origines et ses objectifs —, la CFDT.

Ce matin, le camarade de la CGT a déclaré que la CFDT, par sa position actuelle, passait sur des positions de collaboration de classes. Ou'en pensez-tu ?

Il ne me semble pas juste, dans le cas de la CFDT, de parler de collaboration de classes. La CFDT va bien au-delà de la politique de collaboration de classes pratiquée par les réformistes et les stalinien — notamment au conseil économique. La CFDT, sous couvert d'autogestion ou la planification démocratique, vise à l'intégration des syndicats dans l'Etat et la société capitaliste. En ce sens, ses positions rejoignent tout naturellement celles de Jacques Delors, militant CFDT connu et conseiller de Chaban-DeLMas.

Comment a été préparée à Nantes la journée du 7 juin ?

Dès le 16 mai nous avions été officiellement contactés par le responsable régional de la CGT qui nous a fait part de l'intention de sa centrale d'organiser une « journée d'action » dans la semaine du 6 au 12 juin. Il souhaitait que, compte tenu des conditions particulières existant en Loire-Atlantique, cette journée soit organisée en commun avec, si possible, FO et la FEN.

Le bureau de notre UD, réuni le jour même, a donné son accord sous certaines conditions, dont la principale était que nous demandions une grève de 24 heures.

Est-ce que tous les syndicats FO de Loire-Atlantique ont participé au 7 juin ?

Evidemment non. Comme tu le sais, notre structure fédérale fait que chaque syndicat, dans un cadre assez large, définit lui-même sa propre politique. Déjà

lorsque toutes les centrales sont d'accord, il y a des secteurs où nous avons du mal à obtenir une participation effective. A plus forte raison lorsqu'il y a désaccord au sein même de la CGT-FO (sans parler de l'influence de la CFDT).

Depuis des années, les dirigeants font grand cas des accords CGT-CFDT. Or ici, dans cette grève, c'est un accord CGT-CGT-FO qui s'est réalisé. Ou'en pensez-tu ?

Je pense que cet accord réalisé au niveau de la Loire-Atlantique et non sur les seuls mots d'ordre de la CGT, mais sur une plate-forme commune, oppose à la « politique globale du patronat et du gouvernement » l'unité ouvrière.

Unité ouvrière signifie-t-il unité syndicale ?

Non. Je suis de ceux qui pensent que les conditions ne sont pas remplies — et ne sont pas près d'être remplies — pour l'unité organique. Ce qui se reconstitue là, c'est ce que nous appelons en Loire-Atlantique l'action commune de classe sur un terrain de classe commun.

L'Alliance ouvrière combat sans relâche pour le Front unique de classe. Est-ce la même chose ?

Si tu veux.

Ce matin, le secrétaire de l'UD-CGT a fortement critiqué la CFDT. Que devient, dans ces conditions, le Front syndical commun ?

Je n'ai pas qualité pour interpréter la signification profonde des paroles du camarade Prampart. Cela étant, il y a certainement une ambiguïté dans la position de nos camarades de la CGT qui, tout en se déclarant pour « l'union de la gauche », ont quand même accepté inter-syndicalement de se placer sous le signe de « l'unité ouvrière ». De même, il faut noter que leur condamnation de la politique et des pratiques de la CFDT — c'est-à-dire finalement de la nature même de la CFDT — s'accompagne aussi d'appels discrets du pied en direction de cette organisation.

Il faut dire que dans une situation comme celle que nous connaissons aujourd'hui, où la classe ouvrière est confrontée aux problèmes de plus en plus fondamentaux — et notamment de celui de

CEDOC

## Dans la Loire...

Nous publions ci-dessous la résolution adoptée le 1<sup>er</sup> juin par la CA de la FEN de la Loire. Cette résolution est d'autant plus importante qu'elle témoigne (comme la résolution des UD de la Loire-Atlantique) du combat pour

l'unité mené dans la FEN, comme dans la CGT et la CGT-FO, à la veille du 7 juin, contre toutes les manœuvres de division. Contre le patronat, le gouvernement, enseignants et travailleurs exigent l'unité.

le gouvernement s'en prend aux organisations, aux syndicats eux-mêmes par la remise en cause de la loi du 11 février 1950 sur les Comités d'entreprise, par la reconnaissance des syndicats jaunes par les cotisations syndicales obligatoires. C'est la volonté d'un retour à la Charte du Travail.

Certes, nous avons rencontré des difficultés dans la préparation de cette grève. La presse s'est déchainée, témoin un plumitif anti-ouvrier de l'Éclair qui a découvert que nous serions porteurs d'une nouvelle maladie « la laïcité obsessionnelle ». Nous sommes laïques, affirme avec force A. Hébert, nous sommes pour la séparation de l'Église et de l'État; l'école doit être un service public laïque; nous sommes pour une école sans patrons ni curés. J.-P. Gaillard de l'Éclair ne peut comprendre cela, car il n'est qu'un plumitif au service des patrons.

Certes, il existe des difficultés internes à la classe ouvrière, conclut le secrétaire de l'UD-FO. S'il ne s'agit pas aujourd'hui de polémiquer, je suis convaincu que la politique du gouvernement imposera l'action unie. Certes la pression pèse sur nos rangs, mais nous pouvons avoir confiance. Cette grève est la première étape d'une longue marche qui ne peut déboucher que sur la victoire » termine l'orateur sous les applaudissements.

La CA de la section FEN de la Loire, réunie le 1<sup>er</sup> juin, constate :

— que tous les salariés sont victimes de la même politique : durcissement patronal et gouvernemental face aux revendications des salariés du secteur public, privé ou nationalisé ;

— que dans la Loire, par exemple, les salaires sont, pour une bonne part d'entre eux, loin d'atteindre 1.000 F par mois ;

— que le chômage frappe toutes les catégories de travailleurs et que les débouchés offerts par l'enseignement sont ridiculement faibles au regard des besoins d'éducation socialement nécessaires ; du même coup, se multiplient les MA sans postes, et, depuis les bacheliers jusqu'aux titulaires de la licence, le nombre s'accroît de ceux qui n'obtiennent pas dans l'Éducation Nationale l'emploi auquel ils peuvent prétendre, tandis que l'enseignement privé, confessionnel et patronal, grassement subventionné, embauche des contractuels corvéables privés de garanties professionnelles et contraints de servir un enseignement anti-laïque.

D'une façon générale, la CA de la FEN pense que la classe ouvrière doit rassembler ses forces et avec elle, sur le terrain qui est le sien, toutes les couches exploitées.

Affaiblis par les résultats du référendum du 23 avril, le gouvernement et le patronat n'en sont pas moins décidés à poursuivre leur politique anti-sociale.

Conscients du mécontentement, Chaban-Delmas et sa majorité tentent, au travers de nouvelles promesses, de tromper les travailleurs pour enrayer leur action.

Face à cette situation, la classe ouvrière réagit. Des luttes parfois dures et longues se développent au niveau des entreprises. Il reste que, face à la politique d'ensemble du patronat et du gouvernement, on doit tendre à des actions généralisées pour l'aboutissement des revendications essentielles de la classe ouvrière.

La CA de la FEN-Loire est sensible, avec les confédérations et les UD, à la menace que le projet de loi déposé par l'UDR fait peser sur les prérogatives dévolues par la loi du 11 février 1950 aux organisations syndicales, aux comités d'entreprise ; le projet de loi vise en effet à permettre aux « syndicats » d'inspiration patronale de présenter des candidats au premier tour des élections. De Gaulle lui-même n'avait jamais été aussi loin.

Pour toutes ces raisons, la CA de la FEN-Loire souhaite que tout soit mis en œuvre au plan national entre la FEN et les confédérations pour qu'une ACTION DE MASSE qui pourrait prendre la forme d'une GREVE GENERALE de 24 h, unitaire dans ses formes et ses objectifs, soit organisée dès que possible pour affirmer nettement notre intention d'obtenir :

— l'amélioration générale du pouvoir d'achat ;  
— qu'aucun salaire ne soit inférieur à 1.000 F par mois ;

— le droit au travail pour tous ;  
— la mise en échec des projets anti-syndicaux du gouvernement et l'extension des libertés et droits syndicaux ;

— la mise à bas des projets portant atteinte aux garanties du statut de la fonction publique et l'extension de ces garanties ;

— la mise en échec du transfert au privé de secteurs entiers de la formation professionnelle.

En même temps, sera affirmée clairement la volonté des travailleurs de voir l'Éducation nationale prendre en charge, dans le cadre d'un service public d'enseignement, unique et laïque, toutes les tâches d'éducation sans exception, sur la base d'un budget représentant le quart du budget national.

C'est ainsi que se dressera la force unie des travailleurs contre la politique du patronat et de son gouvernement.

La CA de la FEN-Loire, pour sa part, considère que si la lutte unie est possible sur le contenu des objectifs ci-dessus énumérés, dès le 7 juin, il sera juste de faire de cette journée la grève générale anti-patronale et anti-gouvernementale que la situation justifie totalement.

En tout état de cause, la CA de la FEN-Loire luttera pour que se forment les conditions de l'unité ouvrière qui, seule, permettra d'obtenir satisfaction sur nos revendications.

Pour : 34 (UID, EE-FUO, UA) ;  
abst. : 22 (UA) ; R.V. : 1.

## aura valeur

L'État — les contradictions au sein de toutes les organisations apparaissent au grand jour. Comme quoi les militants révolutionnaires doivent se garder de tout a-priorisme. Il s'avère, par exemple, qu'au sein de la CGT-FO, les militants les plus incompréhensifs à notre égard (c'est le moins qu'on puisse dire) se situent dans « la gauche ».

J'ai constaté ce matin que le prolétariat nantais était dans la rue puisque 7 à 8.000 travailleurs ont manifesté, alors que les enseignants ne faisaient pas grève.

C'est vrai et cela réduit la CFDT à sa juste proportion.

J'ai lu un tract de la CFDT de Loire-Atlantique où la grève du 7 juin est dénoncée en termes véhéments. Que faut-il en penser ?

La CFDT a mené une campagne sans précédent contre cette grève et cette manifestation. Comme à son habitude, elle a bénéficié des « mass-media » et n'a pas hésité à utiliser des citations tronquées d'une circulaire intérieure à notre UD. Malgré tout, la classe ouvrière s'est mobilisée.

Quelles sont, maintenant, les perspectives pour la classe ouvrière ?

Je suis, pour ma part, convaincu que le développement de la lutte des classes entraînera des recensements dont il est difficile de prévoir à l'avance les formes et l'étendue. Ce qui s'est passé ce matin en Loire-Atlantique aura certainement valeur d'exemple. Mais il serait illusoire de vouloir précipiter les rythmes. Cette grève du 7 juin en Loire-Atlantique a mis à nu un certain nombre de difficultés réelles.

Il est clair que la politique à laquelle sont condamnés le patronat et l'État dissipera brutalement certaines illusions. C'est la raison pour laquelle je pense que si la discussion doit se mener dans le mouvement ouvrier, elle doit être conduite sans sectarisme, avec le souci de préserver l'unité de combat de la classe ouvrière.

(Interview recueillie à Nantes, le 7 juin, par Jacques Meyrand.)

## Engineering : Ingénieurs et techniciens contre le chômage

Début 1970, le rapport du Comité de l'Ingénierie du VI<sup>e</sup> plan estimait que les effectifs de la profession (41.000 personnes, dont 31.000 techniciens et 8.000 ingénieurs) devaient s'accroître de 6 à 8 % par an suivant les secteurs durant les cinq années du plan.

En juin 1972, le même Comité constatait « que de nombreuses firmes d'ingénierie petites et moyennes sont en voie de disparition... cette situation résultant du freinage général de l'investissement, et, dans des secteurs particuliers comme la chimie, de l'existence de capacités de production excédentaires et de l'amenuisement des marges bénéficiaires sur un marché où l'offre est prédominante... Le taux d'expansion de l'ingénierie ayant été calculé à partir de la progression escomptée pour la formation brute de capital fixe, il est fatal que la réduction de ce taux limite, s'il ne l'arrête, le développement de l'ingénierie ». De plus, « aux problèmes financiers, s'ajoutent les problèmes humains entraînés par les nécessaires compressions d'effectifs, licenciements, mutations, problèmes aggravés par un marché du travail peu favorable, notamment pour les cadres d'une certaine ancienneté... On estime à 500 le nombre de collaborateurs permanents dont ces sociétés ont dû se séparer, soit 18 % des effectifs de la branche... ».

Depuis, ces chiffres ont au moins doublé.

Pendant l'année qui sépare les deux rapports de la Commission du plan, semaine après semaine, les travailleurs de ce secteur en appellent à leurs organisations, envoient des motions, des délégations aux permanents, organisent des inter-syndicales et des tables rondes jusqu'à l'exigence, formulée fin novembre 1971 par une assemblée générale : « MANIFESTATION CENTRALE DANS LES PLUS BREFS DELAIS SUR LES MOTS D'ORDRE :

— AUCUN LICENCIEMENT !  
— REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL ! »

Les directions syndicales ont refusé de prendre en charge ce combat.

Face à la division, le patronat a frappé. Les licenciements se sont succédés à LUMMUS, HYDROCARBON, LITWIN, HEURTEY, SFST, PARSONS, SOGREAH, CTIP, ELF-RE, TECHNIP, etc.

Mais l'activité politique des militants de l'Alliance Ouvrière et de l'OCI : vente de « I.O. », réunions locales, tracts du CAO-Pétrochimie, suppléments « I.O. » d'entreprises, commence à porter ses fruits.

Les travailleurs tirent les leçons de l'échec. Ceux de FOSTER-WHEELER écrivent à leurs permanents : « L'inertie du STIC-CFDT ne peut conduire qu'à la destruction des sections. Les travailleurs attendent d'un syndicat qu'il

agisse et qu'il soit à leur service... Or, alors que les travailleurs exigent une manifestation centrale sur le mot d'ordre PAS UN LICENCIEMENT, le syndicat organise huit mois après un défilé folklorique sur des mots d'ordre de collaboration de classe, impliquant, au nom du reclassement, l'acceptation de la déqualification... »

Peu de temps après, l'action se déclenche.

La direction FOSTER-WHEELER annonce 87 licenciements. Les travailleurs débrayent. Le 6 juin, le personnel réuni en AG reçoit des délégations de travailleurs venus de LUMMUS, HEURTEY, SERETE, SOFRESID. Motions et télégrammes affluent de TECHNIP, de l'UD des Pyrénées-Orientales, de la SNPA, d'ELF, de la SFST.

La discussion s'engage, et ceux qui ont subi les licenciements font état de leur expérience, expliquent aux travailleurs les illusions qui mènent à l'échec : pas de défense possible dans le cadre des « comités d'entreprise », pas plus que sur le terrain des accords nationaux sur l'emploi et la formation professionnelle... L'Inspection du Travail accepte toutes les propositions de licenciement. Nous n'obtiendrons un résultat que si nous allons le chercher nous-mêmes...

Les 100 travailleurs présents se rendent alors au bureau du PDG pour exiger l'annulation des licenciements. Le PDG refuse. Une nouvelle AG est alors réunie et les 100 travailleurs décident d'exiger des trois sections syndicales qu'elles appellent ensemble par tract les 800 employés à se rassembler pour décider des moyens à mettre en œuvre pour obtenir l'annulation des licenciements.

L'intersyndicale se réunit pendant cinq heures. Le délégué CGC invoque les raisons financières du patron pour justifier les licenciements. Chiffres en main, les militants feront tomber un par un ses arguments, et, par seize voix contre une, l'action unie est alors décidée.

Le délégué CGC démissionne alors, s'estimant désavoué. Le lendemain, les délégués CGC et FO reviennent sur leurs engagements. La CFDT convoque seule une nouvelle AG à laquelle les travailleurs, déçus, ne se rendront pas.

Le résultat (provisoire) est pourtant loin d'être négatif. Les militants des entreprises qui ont participé à l'action ont retrouvé les formes et les moyens de la centralisation de leur combat, en totale contradiction avec l'orientation confédérale de la CFDT, à laquelle appartient la principale section syndicale de FOSTER-WHEELER.

Le patronat hésite à maintenir les licenciements. L'expérience fait son chemin. C'est à partir de là que les militants de l'Alliance Ouvrière et de l'OCI vont poursuivre leur travail d'organisation dont dépend, en dernière analyse, l'issue du combat.

Edimera Analyse  
I Hemeroteca General  
CEDOC

A Paris et en province, l'O.C.I. (IV<sup>e</sup> Internationale) rassemble et organise

# Participez tous aux journées d'études "LE TROTSKYSME AUJOURD'HUI"

## 250 à Clermont-Ferrand

A Paris et en province, dans les entreprises, les lycées, les bureaux et les facultés, l'O.C.I. a engagé une grande campagne de discussion et d'explication.

C'est que, pour les milliers de militants, travailleurs et jeunes, la période de grands affrontements dont les prémices s'accroissent sous nos yeux, met à l'ordre du jour la question des moyens politiques du combat victorieux.

L'O.C.I. (IV<sup>e</sup> Internationale) appelle tous les militants, travailleurs et jeunes, soucieux des intérêts de leur classe, à se rassembler et à s'organiser dans le combat pour l'unité ouvrière, sans aucune autre condition que l'accord pour agir ensemble, chacun sur le terrain qui est le sien, afin d'imposer les conditions politiques de cette unité, et, notamment, à l'occasion des prochaines échéances électorales : **PAS UNE VOIX AUX CANDIDATS DES PARTIS DE LA BOURGEOISIE ! DESISTEMENT AUTOMATIQUE AU SECOND TOUR EN FAVEUR DU CANDIDAT LE MIEUX PLACE ! GOUVERNEMENT DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES UNIES SANS AUCUN REPRESENTANT DES INTERETS CAPITALISTES !**

L'O.C.I. estime en effet qu'une avant-garde agissante peut se rassembler et s'organiser dans ce combat, pour des objectifs que l'immense majorité des travailleurs et des militants ressent comme les siens.

Mais l'O.C.I. ne renonce pas pour autant à défendre sa propre politique, son propre programme, les solutions qu'elle estime correspondre aux nécessités du combat pour la victoire de la révolution socialiste. C'est au contraire parce qu'elle estime qu'il n'y a aucune contradiction entre ce que des millions de travailleurs ressentent aujourd'hui comme nécessaire et le combat pour la révolution socialiste, qu'elle ouvre la discussion avec les militants en vue de les convaincre de l'efficacité de l'outil que constitue le programme marxiste, le Programme de Transition de la IV<sup>e</sup> Internationale, et, en conséquence, de la nécessité d'apporter leur contribution à la construction de l'O.C.I., fondée sur ce programme.

Il est du devoir de tous les militants qui entendent mener avec conséquence le combat pour l'unité ouvrière, de participer avec les militants de l'O.C.I. aux journées d'études "LE TROTSKYSME AUJOURD'HUI".

Nous rendons compte ci-dessous de deux meetings de l'O.C.I. organisés en province la semaine dernière.

Mercredi 7 juin, l'Organisation Communiste Internationaliste (pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale) tenait à Clermont-Ferrand le premier meeting qu'elle ait organisé dans cette ville depuis le référendum du 23 avril et le désaveu massif infligé au gouvernement Pompidou-Chaban.

Deux cent cinquante travailleurs et jeunes y participèrent. Parmi eux des travailleurs de Michelin, de l'EDF, du Bâtiment, des enseignants, des étudiants. Le meeting était placé sous la présidence du camarade Christian Neny, responsable de l'O.C.I. pour la région de Clermont-Ferrand.

Ce meeting était annoncé depuis plusieurs semaines : c'est donc par coïncidence qu'il se tenait au soir de la journée de grève organisée à l'échelle nationale par la CGT. Ce hasard ne modifiait pas le contenu prévu de ce meeting. Au contraire, il le soulignait.

« Il faut étendre la défaite électorale du gouvernement Pompidou-Chaban au plan électoral au plan de la lutte des classes » affirmait la déclaration du Bureau Politique de l'O.C.I. le 22 mai.

La manière dont les travailleurs, en dépit du caractère disloqué de cette grève, de l'absence d'unité qui la marquait, s'en sont emparés, prouve bien que cela est possible. C'est ce qu'avait démontré la manifestation résolue qui le matin même s'était déroulée à Clermont-Ferrand.

Partant de là, le camarade de Massot, qui parlait au nom du Comité Central de l'O.C.I., devait montrer que les développements de la lutte des classes renforçaient encore l'urgence de réponses politiques. La signification principale des résultats du référendum c'est que les masses travailleuses des villes et des campagnes qui ont suivi les consignes électorales des grands partis ouvriers, le PCF et le PS, sont prêtes à engager le combat pour un gouvernement qui rompe avec le capital et ses représentants politiques. « Ces partis prennent leurs responsabilités et engagent le combat pour un gouvernement PCF-PS, sans ministres représentant les intérêts capitalistes. » Telle était l'exigence signifiée par le verdict électoral.

Rien n'est réglé certes par le 7 juin, mais là encore, avec force, les travailleurs se sont tournés vers les directions, vers leurs organisations pour affirmer leur volonté : « Pompidou-Chaban doivent partir, unissez-vous pour en finir ».

Le camarade de Massot devait aussi aborder l'examen de la situation internationale, dégager en particulier la signification de la rencontre Brejnev-Nixon. Il soulignait le lien qui existe entre la « coexistence pacifique » — cette collaboration des classes à l'échelle internationale — et la collaboration des classes à l'échelle nationale qui conduit à la division au profit de la bourgeoisie et de son Etat.

Après avoir défini les grandes lignes de la politique de l'O.C.I., le camarade de Massot insistait sur le caractère de combat pour la construction du parti révolutionnaire et de l'Internationale. Au moment où les bonbes tombaient sur Hanoi et Haiphong, au moment où Nixon se rendait chez Brejnev, chaque militant a ressenti comme une nécessité de son combat immédiat la construction de l'Internationale Ouvrière, de l'Internationale de la Révolution socialiste, comme à chaque instant surgit de la lutte contre la bourgeoisie et son gouvernement la nécessité du parti révolutionnaire.

Rassemblés sur la base du Programme de Transition, le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, les militants organisés dans l'O.C.I. s'assignent comme tâche la lutte pour la construction du parti révolutionnaire du prolétariat français, composante de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

C'est ce programme qui leur dicte leur stratégie de front unique, de rassemblement des masses contre le capital et son gouvernement car « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. C'est ce programme qui leur dicte leur attitude à l'égard de tous les militants, de tous les travailleurs, qui veulent dès maintenant combattre pour le front unique, pour le gouvernement ouvrier : Ensemble, agissons et organisons-nous, rassemblons-nous pour forger les conditions politiques de l'unité ouvrière. »

Mais l'O.C.I. ne cache pas un seul instant que pour elle le parti révolutionnaire ne saurait se fonder que sur le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, pleinement vérifié par plus de trente années d'expérience de la lutte des classes. Elle appelle tous ceux qui en sont convaincus, tous ceux qui veulent combattre pour la révolution socialiste, pour l'Etat Ouvrier des Conseils sur la base des enseignements de Marx, de Lénine et de Trotsky, à rejoindre son combat, à rejoindre ses rangs.

Dans le cours de la discussion, le camarade Soudert, militant connu dans la région de Clermont, devait faire part de la grève de la S.C.P.C. réalisée à Brioude ou une liste d'unité ouvrière (PCF, PS, PSU, sans appartenance) avait obtenu la majorité aux dernières élections municipales. Il devait montrer comment cette position, occupée au nom de l'unité ouvrière, permettait un combat réel contre la loi Debre.

La discussion devait aussi porter sur la politique de front unique ouvrier, sur la solution gouvernementale mise en avant par l'O.C.I. parce qu'elle répond aux aspirations profondes des travailleurs et de la jeunesse et qu'elle permet donc leur mobilisation unie. Cette discussion devait permettre de préciser la place des organisations ouvrières dans le combat de la classe.

Un représentant de la Ligue Communiste intervint sur un seul point : pour défendre la politique de la C.F.D.I. dans la grève de la S.C.P.C. Parlant des « luttes dures », il ignorait les problèmes réels posés par la grève de la S.C.P.C., la place des organisations ouvrières, se contentant de couvrir la pratique de division et de « jusqu'au-boutisme » (mais dans les limites de l'entreprise qu'il faut faire marcher) du prêtre-ouvrier qui opère sur place.

Puis, après n'avoir pas hésité — reprenant à son compte les assertions les plus crapuleuses des ennemis du mouvement ouvrier organisé — à comparer une organisation syndicale ouvrière (en l'occurrence la CGT-FO) à l'organisation de caractère fasciste, la C.F.T., il s'éclipça, vaiblement indifférent à toute discussion sur la politique de son organisation.

Cette intervention devait néanmoins permettre une utile mise au point sur ce que nous avons défini comme « le gauchisme décomposé », c'est-à-dire non comme des illusions ou des erreurs dues à l'inexpérience et motivées par la politique de collaboration de classes des organisations ouvrières, mais comme l'expression de l'hostilité de la petite-bourgeoisie en désarroi à l'égard de la classe ouvrière et de ses organisations. Il est caractéristique que la Ligue Communiste qui, par ailleurs (voir son attitude à l'égard de la campagne pour la défense des emprisonnés en Europe de l'Est), privilégie la direction du PCF comme « interlocuteur valable », se situe en même temps sur ces positions.

A la fin du meeting, une collecte fut organisée. 800 F furent recueillis pour l'activité de l'O.C.I. et pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Biblioteca de Comunicació  
l'Hemeroteca General  
CEDO Correspondant I.O.

## Meeting O.C.I. à Dunkerque

Vendredi 10 juin s'est tenue à Dunkerque une réunion pour l'unité ouvrière, appelée par l'O.C.I. et l'Alliance Ouvrière. Une trentaine de participants, trotskystes, militants du PCF, anciens militants du PCF, libertaires, militants syndicalistes, ont animé la discussion qui fut fort riche.

Cette réunion a été préparée par les enseignants, militants pour l'Unité Ouvrière qui publient à Dunkerque un supplément à « Informations Ouvrières », mais également par la discussion de militants responsables autour d'un texte politique qui tire le bilan des récents combats de classe sur l'agglomération, dont l'un des plus marquants a été la grève de l'usine des Dunes (Creusot-Loire).

Cette grève, dans une usine réputée calme et tranquille, a été marquée par l'acharnement des travailleurs à gagner, mais également par la politique des Unions Locales qui ont odieusement bafoué les décisions des travailleurs.

En effet, alors que les travailleurs votaient, par 850 voix contre 150, la continuation de la grève, les Unions Locales qui avaient négocié la veille avec le patron appelaient quand même à la reprise. A cette occasion, la C.F.D.T. a été le fer de lance de la dislocation de la grève. Pourtant, bien que n'ayant rien obtenu après trois semaines de grève, les travailleurs ne sont pas battus. Ils l'ont prouvé récemment en empêchant le déclassement d'un seul travailleur par un débrayage des 150 ouvriers du service usinage, qui ont tous été chercher auprès de la direction l'annulation immédiate de cette sanction.

Le succès très limité de la grève du 7 juin sur l'agglomération n'est pas étrangère à ces faits. Ainsi, 12.000 iravailleurs seulement ont débrayé, alors que pour la venue de Chaban-Delmas à Dunkerque, 20.000 travailleurs avaient participé aux divers mouvements.

Ces questions étaient au cœur du débat. L'unité est-elle réalisable quand on voit les obstacles fantastiques qui existent, les programmes différents, les objectifs différents, les méthodes différentes ?

« Le PC n'est-il pas plus près de la réalité sociale que vous ? » interrogeait un instituteur d'un village du littoral, confronté quotidiennement avec des travailleurs dont la conscience de classe est très faible, « ne voyez-vous pas la situation peinte avec la couleur de votre es-

poir, ne croyez-vous pas que la classe ouvrière avance pesamment vers le pouvoir, mais à terme ? »

« Le PCF ne veut-il pas réellement l'unité ? Je ne comprends pas ce que sont les appareils » demandait une ancienne militante du PCF.

Un camarade, militant syndicaliste du Livre, d'opinion libertaire, abordait le problème du contrôle démocratique par les travailleurs de leur mouvement, rappela le rôle que joua Nantes dans la lutte des classes en France parce qu'y existent les traditions de la démocratie ouvrière.

Autant de questions auxquelles nous nous sommes efforcés de répondre.

Concernant l'unité, nous avons rappelé que pour les marxistes les hommes et les partis ne se jugent pas sur ce qu'ils disent, mais sur ce qu'ils font.

Concernant Nantes et la démocratie ouvrière, nous avons rappelé que cela est indissociable de l'existence d'une avant-garde combattant depuis des années sur la région et qui a su forger ses traditions. En effet, tout le débat était centré sur le fait que, quelles que soient leurs origines militantes, quelles que soient leurs options philosophiques, tous les militants réunis dans cette salle étaient soudés par le même lien : la volonté de combattre la bourgeoisie et le gouvernement, la volonté de trouver dans l'unité tous ensemble, les voies du succès pour la classe ouvrière.

Tous les militants présents qui ont déjà confronté leurs opinions lors des réunions préparatoires à la conférence nationale des 5-6 février, qui ont déjà combattu côte à côte lors de la campagne pour l'ouverture du procès de J.-P. Speller, doivent fortifier le lien qui les unit, afin que, malgré les divergences, tous ensemble, nous combattions pour un gouvernement des organisations ouvrières unies s'engageant à satisfaire toutes les revendications. Au camarade qui demandait quelles garanties on avait à ce que ne se reproduise pas la dislocation comme en 68, nous ne pouvions que répondre : la seule garantie, c'est que nous combattions ensemble afin que cela ne se reproduise pas.

Le débat engagé ne peut que se poursuivre, notamment au cours de la journée d'étude sur le « Trotskysme aujourd'hui » qui se tiendra le 18 juin à Arras pour le Nord et le Pas-de-Calais.

# SKUTINA EST-IL MORT ? il faut dire la vérité !

Lettre ouverte à Georges Séguy

Camarade,

C'est avec une grande émotion et une vive inquiétude que le Comité pour la Libération Immédiate des Emprisonnés Politiques dans les Pays de l'Europe de l'Est reçoit la nouvelle bouleversante et alarmante qui circule à Prague : « Vladimir Skutina serait mort dans sa prison. »

Journaliste populaire à la Télévision tchécoslovaque pendant le printemps de Prague, Vladimir Skutina fut déjà arrêté à l'automne 1969 pour deux manuscrits jamais publiés, et condamné à deux ans de prison durant lesquels, le 29 juin 1971, un second procès lui fut intenté pour « offenses » envers Gustave Husak, et condamné de nouveau à quatre ans et deux mois de prison.

C'est de preuves dont nous avons besoin, car, gravement malade, Skutina fut confié aux soins du tristement célèbre docteur Proksan. Ce personnage fut radié de l'Ordre des Médecins, en 1967, pour des expériences faites sur les prisonniers, dans les années 50. Cette pratique, connue des nazis, Proksan l'a exercée au moment du procès Slansky. Son complice, le docteur Sommer, s'est suicidé en 1968, avant les résultats d'une enquête. Mais après l'invasion, cette enquête fut abandonnée, Proksan réhabilité et de nouveau attaché au service du ministère de l'Intérieur.

C'est aussi en raison de sa maladie et des soins douteux qu'il recevait, qu'un appel était envoyé en faveur de Skutina au Procureur de la République, signé par Josef Smrkovsky, Frantisek Kriegel, Vodslon et 22 autres militants et dirigeants.

Nous savons que l'intervention de la CGT, à la suite d'un appel signé par des milliers de militants de toutes les tendances du mouvement ouvrier ainsi qu'en réponse à une intervention lors de son dernier congrès, a été déterminante pour la libération de Ludek Pachman. Comme vous l'avez déclaré :

« Peu de temps passera avant que la CGT réponde dans le cadre de ses prérogatives et de ses responsabilités syndicales à cette préoccupation bien compréhensible. »

Le temps presse. Devant cette nouvelle inquiétante, vous qui avez déclaré au nom de la CGT que celle-ci

« ... loin de se désintéresser de ce qui se passe dans ce pays, s'y intéresse au contraire beaucoup et dispose de nombreuses informations précises et sérieuses... »

devez agir avec la rapidité qu'exigent les circonstances. Le Comité s'adresse à vous, et à toutes les organisations ouvrières et démocratiques, afin que toute la lumière soit faite sur cette affaire. Etant donné l'urgence et la gravité de ce cas, qui permet à tous de mesurer la situation des emprisonnés sans défense — et souvent sans jugement —, il est temps d'agir et vite.

Convaincus que la nécessité d'intervenir s'impose, nous sommes prêts à vous communiquer tous les renseignements dont nous disposons.

Avec mes salutations militantes  
Pour le Comité  
Alain CHALLIER, président

## La lutte contre la normalisation se poursuit

La lutte contre la normalisation se renforce chaque jour. Au moment où le Comité pour la Libération Immédiate des Emprisonnés Politiques en Europe de l'Est recevait l'adhésion de trois dirigeants du Parti Socialiste, Pierre MAUROY, Gérard JACQUET et Robert PONTILLON qui aura, sans nul doute, d'importantes conséquences quant au déploiement de la bataille engagée depuis des mois, on apprenait que la population de Prague manifestait une fois encore, ouvertement, son opposition irréductible au régime maintenu en place par les chais du Kremlin.

Le célèbre théâtre Za Branou de Prague, un des hauts-lieux de la culture de notre temps doit disparaître. Ainsi en ont décidé Husak-Bilak. La dernière représentation tenue à Prague ce dernier week-end a vu la salle entière applaudir pendant une heure et couvrir de fleurs la troupe condamnée de Za Branou et son courageux directeur, Ottomar KREJCKA. De nombreux artistes d'Europe de l'Ouest, de Suède, de France, d'Italie, s'étaient, à cette occasion, rendus à Prague pour apporter leur solidarité au théâtre Za Branou. Nous publions ci-dessous le télégramme du syndicat CGT des Acteurs Français.

Mais l'affaire de Za Branou entre dans une conjuration beaucoup plus vaste des normalisateurs contre la culture en Tchécoslovaquie. De nombreuses exclusions viennent d'avoir lieu à la Télévision ainsi que dans le cinéma tchécoslovaque. A Ostrava, huit acteurs viennent d'être arrêtés, dix professionnels de la troupe Za Branou se sont vu retirer leur carte professionnelle. Le plus célèbre café-concert de Prague, de renommée mondiale, doit bientôt fermer ses portes. Et ce n'est là qu'une faible partie de ce qui se passe. Sur tous les terrains, il faut défendre les droits bafoués du peuple tchécoslovaque.

### Télégramme du Syndicat CGT des Acteurs

Télégramme adopté à l'unanimité le 6 juin par le Bureau du syndicat des acteurs CGT et envoyé à l'Ambassade de Tchécoslovaquie à Paris :

« Monsieur le ministre de la Culture tchécoslovaque,

« Le Syndicat français des acteurs CGT tient à exprimer sa profonde réprobation à propos de la liquidation du théâtre Za Branou de Prague, faisant suite à l'interdiction de travailler du metteur en scène Ottomar KREJCKA et de plusieurs de ses camarades.

« La fermeture de ce théâtre, mondialement connu, est ressentie par les

artistes français comme une atteinte grave à la liberté d'expression.

« Elle représente un dommage irréparable pour la culture internationale et l'esprit de recherche et, sans doute, une perte d'emploi pour de nombreux travailleurs du spectacle.

« Le SFA (CGT) vous demande avec la plus grande insistance de revenir sur votre décision au nom de la solidarité internationale et de la défense, à tous les niveaux, de la liberté d'expression et de création que nous considérons comme indispensable au progrès et au développement des arts et de la culture. »

## Le prix de la "détente"

DANS les villes comme dans les campagnes du Nord-Vietnam, c'est l'enfer. Un enfer qui n'en est pas encore à son dernier cercle : chaque jour qui passe voit augmenter l'intensité de l'emploi des moyens de destruction les plus terrifiants. Les deux tiers de l'immense flotte de bombardiers stratégiques dont dispose l'impérialisme US sont maintenant engagés sur le « front indochinois », c'est-à-dire employés à pulvériser un pays.

Le mot terrible du journaliste américain James Reston, que nous citions la semaine dernière, « plus rien maintenant n'incite le président Nixon à abandonner les bombardements » trouve une tragique justification. C'est là le plus impitoyable des actes d'accusation contre les résultats des entretiens Brejnev-Nixon, contre la politique dite de « coexistence pacifique ».

Cette politique, c'est par le fer et le feu qu'elle opère en Indochine. Mais c'est une politique mondiale et ce lundi, Gromyko, ministre des Affaires étrangères de l'Union Soviétique, arrivait à Paris pour conférer avec Pompidou et Chaban. Quel est le sens de ce déplacement ?

La direction du PCF, quant à elle, n'a pas attendu l'arrivée de Gromyko pour souligner ce qu'elle considère comme essentiel, à savoir les « importants progrès récemment enregistrés dans la voie de la détente qui offrent des possibilités nouvelles pour renforcer la sécurité et la coopération en Europe », ce que confirme notamment pour la direction du PCF « le communiqué publié à la suite des entretiens entre les dirigeants soviétiques et Nixon qui met l'accent sur l'importance des dispositions du traité URSS-RFA et qui propose que débute, après la signature de l'accord sur Berlin-Ouest les consultations multilatérales pour la préparation de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe » (déclaration du Bureau politique du PCF en date du 8 juin).

On remarquera que la partie de cette déclaration consacrée aux affaires internationales ne dit pas un mot du Vietnam, ce qui implique que le monstrueux déchaînement des moyens de destruction de l'impérialisme ne gêne en rien « la détente », ou, pour reprendre un mot du journaliste Michel Tatu dans *Le Monde* que « la guerre du Vietnam c'est l'exception qui confirme la règle de la coexistence » (*Le Monde*, 31 mai).

On pourra, naturellement, dire que les affaires européennes sont les affaires européennes et que l'action de l'impérialisme américain en Indochine est une autre question. Mais la réalité mondiale ne se sépare pas en tranches et c'est sous les auspices conjoints de Brejnev et du bureau de l'Indochine, Nixon, que les préparatifs s'accélérent en vue d'une conférence européenne. L'aval du représentant paté de l'impérialisme à cette perspective n'a sans aucun doute pas été accordé sans contrepartie et le correspondant à Moscou du journal anglais *L'Observer* écrit :

« L'on pense ici que, sans aucun doute, une ouverture, même limitée, a été faite sur le Vietnam le mois dernier... »

Ainsi, le grand remue-ménage diplomatique à l'échelle de l'Europe n'est pas indépendant du contenu mondial de la « coexistence pacifique » tel qu'il s'est affirmé dans le sommet de Moscou. Au contraire, l'Europe était au centre des préoccupations. Comme le remarquait *Le Monde* : « L'Europe n'a pourtant pas été négligée puisqu'elle occupe — hommage rendu à l'histoire — la première place et la plus longue du chapitre du communiqué de Moscou consacré aux affaires internationales » (*Le Monde*, 31 mai).

Et, dans *Le Figaro* du 2 juin, Roger Massip écrivait : « Cette Europe, qui en est encore à se chercher, a donc été absente comme partenaire, mais elle a été présente comme objet des entretiens ». Inquiétude donc des bourgeois d'Europe à voir disposer de leurs intérêts sans avoir voix au chapitre.

Après les accords Bonn-Moscou et Bonn-Varsovie, la ratification des accords sur Berlin signés par les Etats-Unis, l'URSS, la France et l'Angleterre vont dans le sens de l'affirmation de la souveraineté de la République Fédérale Allemande et de la prééminence de l'impérialisme allemand en Europe.

Ces accords, qui ont été ratifiés le 4 juin — mais dont les dispositions essentielles avaient été fixées en septembre 1971 — ouvrent la voie, d'après le *Herald Tribune* du 5 juin à « l'entrée de l'Allemagne de l'Est aux Nations-Unies, aux côtés de l'Allemagne de l'Ouest, à la reconnaissance de l'Allemagne de l'Est par les alliés occidentaux après vingt-trois ans de boycott international et, enfin, à la normalisation des relations entre l'Allemagne de l'Ouest et celle de l'Est ». Et le *Herald Tribune* de rappeler que les négociations qui viennent d'aboutir avaient été ouvertes en « février 1969, par le président Nixon, dans un moment de tension, quelques mois après l'occupation de la Tchécoslovaquie par le bloc soviétique ».

De son côté, la déclaration du Bureau politique du PCF du 8 juin se félicite de ce que les traités entre l'Union soviétique et la Pologne avec la RFA ainsi que la signature de l'accord quadripartite sur Berlin-Ouest « sanctionnaient les réalités issues de la Seconde Guerre mondiale ».

C'est exact dans la mesure où ces accords vont dans le sens de la conservation de la division de l'Allemagne, tout en maintenant les prérogatives des « quatre vainqueurs » de 1945 (reprise en main du contrôle des voies d'accès à Berlin par les autorités soviétiques), en renforçant la position de l'Allemagne fédérale et en faisant de l'Allemagne de l'Est un état mineur.

« Sanctionner les réalités issues de la Seconde Guerre mondiale » ; « négociation amorcée après l'invasion de la Tchécoslovaquie » : voilà qui définit bien le caractère réactionnaire de la « sécurité collective », telle qu'en discutent l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin.

Que s'agit-il de mettre en « sécurité » ? Rien d'autre que la division de l'Europe qu'exprime et que matérialise la division de l'Allemagne. C'est l'ordre de Pompidou et de Heath qu'il faut préserver en échange du régime de Husak à Prague. C'est la « paix sociale » contre la classe ouvrière qu'il faut imposer. Tel est, au-delà de ses expressions strictement diplomatiques, le contenu politique précis de l'accord qui se dessine entre l'impérialisme et le Kremlin, accord qui exige le règlement de l'« exception » vietnamienne. L'emploi forcené de la terreur en Indochine, le déploiement diplomatique en Europe sont les éléments d'une même coopération contre-révolutionnaire mondiale.

Mais les raisons qui font de l'Europe un champ d'application prioritaire de la coopération contre-révolutionnaire, jouent aussi pour la disjoindre. L'imbroglio allemand que ne dénouent pas les récents accords ne relève pas des « difficultés diplomatiques » héritées de 1945.

Le motif profond de l'opposition de tous, bureaucrates et bourgeois (y compris les bourgeois allemands) à l'unité de l'Allemagne tient à son contenu socialement explosif. Il est impossible d'envisager que le prolétariat allemand réuni accepte le retour des usines et des champs d'Allemagne de l'Est à leurs anciens propriétaires ; il est inconcevable que le prolétariat allemand — dont la force s'est manifestée dans les grandes grèves de la métallurgie, dans la réaction politique à la tentative de coup de force de la droite cléricale — accepte le joug de la bureaucratie.

La question de l'unité allemande, c'est celle de la fusion en un seul mouvement — celui de l'émancipation du prolétariat — de la révolution sociale, visant à l'expropriation des exploités, et de la révolution politique chassant la bureaucratie parasitaire.

Mais cette réalité qui trouve une expression concentrée dans l'exemple de l'Allemagne domine toute la scène européenne. C'est ce qui a signifié avec éclat, après la jonction de la grève générale de mai-juin 1968 en France et de la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie, le soulèvement révolutionnaire des travailleurs de Pologne en décembre 1970 alors même que les travailleurs d'Espagne faisaient, lors du procès de Burgos, reculer Franco.

## 1 - la révolution algérienne et sa direction

Il y a presque exactement dix ans, au terme de l'une des plus sanglantes guerres de libération nationale, l'Algérie parvenait à l'indépendance politique. En mars 1962, le cessez-le-feu était signé et, en dépit d'un dernier sursaut de la réaction colonialiste à Alger et dans les grandes villes d'Algérie, l'indépendance était proclamée le 5 juillet. Nous avons abordé, trop brièvement ici même (lire « I.O. » n° 557 du 22 mars et 558 du 29 mars, « Dix ans après Evian : quel bilan ? ») la question du bilan de dix années d'indépendance en Algérie. A la veille de l'anniversaire du 5 juillet 1962, et alors que toutes les forces intéressées au maintien du statu quo, c'est-à-dire au renforcement de l'Etat bourgeois algérien lui-même, se préparent à présenter leurs conclusions du moment, les militants révolutionnaires qui luttent partout pour reconstruire la IV<sup>e</sup> Internationale ouvrent le débat.

Dix ans après. C'est le temps des bilans. A l'occasion d'un double anniversaire, celui de la conquête de leur indépendance par les masses algériennes et celui du coup d'Etat, il y a sept ans, le 19 juin 1965, du colonel Boumediène contre le régime de son prédécesseur à la tête du nouvel Etat, Ben Bella.

Aujourd'hui, la réaction internationale est satisfaite de ce qui se passe en Algérie. Pour une raison fondamentale : c'est que l'ordre bourgeois règne à Alger. L'ordre règne alors que la mobilisation, pendant la guerre d'Algérie, de millions d'hommes, l'intervention des masses laborieuses des villes et des campagnes contre la domination coloniale, les convulsions sociales qui ont marqué les premiers mois de l'indépendance ont été stoppées, jugulées. L'ordre règne, mais qu'en est-il des revendications des ouvriers et des paysans algériens ?

Si l'on brosse un rapide tableau de la situation sociale et économique de l'Algérie d'aujourd'hui, force est de constater qu'aucune revendication fondamentale pour la satisfaction de quelques un million et demi de travailleurs et de militants ont péri n'a été satisfaite. Certes l'indépendance nationale a été arrachée. Mais il est clair que les anciens rapports d'oppression et d'exploitation, la misère des masses, sont toujours les mêmes, sinon aggravés. La revendication démocratique fondamentale qu'est la révolution agraire n'a encore reçu aucune solution. Le régime de Boumediène, qui fait aujourd'hui grand cas de sa réforme agraire, ne changera d'ailleurs pas grand-chose à la lente dégradation des capacités de l'agriculture algérienne. Nous y reviendrons longuement dans cette série d'articles.

Que dire du droit au travail, alors que des milliers de travailleurs algériens sont réduits, soit au chômage, soit à l'émigration en France et dans les pays d'Europe ? Quel est le bilan de la scolarisation, de l'industrialisation, sinon des plus négatifs ? Sans parler de l'absence quasi totale de libertés démocratiques, après que l'organisation indépendante des travailleurs, la centrale syndicale UGTA a été, depuis dix ans, à plusieurs reprises, « normalisée » sans d'ailleurs — et c'est essentiel — avoir été détruite.

La réalité du régime en place à Alger, c'est la dictature militaire doublée d'une brutale oppression policière contre les masses et les militants de la classe ouvrière algérienne. Depuis 1962, tant

sous Ben Bella que sous Boumediène, le régime prétend bâtir le « socialisme », reprenant la démagogie — qui ne trompe plus personne — de nombreux régimes bourgeois dans les pays d'Afrique et d'Asie. Mais la réalité, c'est que les rapports de production fondamentaux en Algérie restent des rapports bourgeois. La crise pétrolière de l'an dernier n'a fait que transférer une partie des richesses en hydrocarbures de l'Algérie, du contrôle de l'impérialisme français à celui de l'impérialisme américain. « L'autogestion » des « biens vacants » au moment de l'indépendance n'est qu'une mystification qui ne trompe plus personne. La traïse bourgeoisie algérienne, incapable d'initiative dans tous les domaines, est liée par mille liens à l'impérialisme mondial. Tant que cette bourgeoisie et l'Etat militaire qui défend ses intérêts n'auront pas été renversés, tous les discours sur un prétendu « socialisme » en Algérie ne serviront qu'à masquer des intérêts radicalement opposés à ceux des ouvriers et des paysans. Telle est la vérité qu'il faut affirmer clairement.

Mais ici se pose une question. Pourquoi les masses algériennes, après sept années d'une longue guerre anti-colo-



niale, en sont-elles arrivées là ? Pourquoi l'indépendance politique a-t-elle conduit à la mise en place d'un nouveau régime d'exploitation et d'oppression contre les militants ouvriers et les masses qui luttent pour la satisfaction de leurs aspirations ?

Pour répondre à cette question, il est indispensable de revenir sur la lutte de libération nationale en Algérie et sur la nature des organisations qui ont dirigé cette lutte des masses.

Le bilan complet, à l'aide de la méthode marxiste, de la lutte de libération nationale du peuple algérien n'est pas encore fait. C'est là la tâche des marxistes algériens eux-mêmes qui combattent pour construire le parti de la IV<sup>e</sup> Internationale dans ce pays. Néanmoins, il est possible et d'ailleurs indispensable d'aborder ces questions du point de vue de la méthode. Tous les courants qui ont prétendu apporter des lumières sur ce problème — ne parlons pas ici des stalinien, mais des pablistes — ont catégoriquement nié l'essentiel. A savoir que l'on ne peut comprendre la guerre

d'Algérie et ce à quoi elle a abouti que du point de vue de la lutte internationale du prolétariat contre l'impérialisme. Tel est le premier mot de la méthode fondée sur la théorie de la révolution permanente que récusent tous les courants petits-bourgeois au sein du mouvement ouvrier.

L'essentiel est de comprendre la disposition des forces de classe au sein de la lutte révolutionnaire des masses algériennes tout au long de la guerre. Faute d'un bilan complet de la guerre qui sera fait en son temps, il convient de dire ici que la lutte du peuple algérien pour son indépendance peut être caractérisée comme une authentique révolution, pour autant que les masses du pays se sont engagées dans le combat. C'est d'ailleurs pourquoi l'impérialisme, après sept ans de guerre meurtrière, a été contraint d'accorder son indépendance à l'Algérie.

Mais il ne l'a pas fait dans n'importe quelles conditions. Le pouvoir à Alger, entre mars et juillet 1962, n'a pas été transmis par la puissance coloniale aux travailleurs algériens, mais à une fraction de la direction petite-bourgeoise du FLN qui avait pris la direction de la lutte de libération. Il convient de remarquer tout de suite qu'avant le 5 juillet 1962, le pouvoir est détenu en Algérie par une coalition de la puissance coloniale (la France) et les représentants de la bourgeoisie algérienne représentée par FARES, président de « l'Exécutif provisoire » mis en place à Rocher-Noir (dans les environs d'Alger) au lendemain du cessez-le-feu. La tâche fondamentale de cet Exécutif a été de forger, en l'espace de quelques semaines, un appareil d'Etat algérien capable de sauver l'appareil de l'Etat bourgeois (le corps social de répression, au premier chef les forces de police baptisées à l'époque

« forces locales »). Tel fut l'un des fondements du futur Etat bourgeois algérien indépendant.

Il est à peine besoin de souligner que la force de l'Exécutif provisoire n'aurait rien représenté face au mouvement des masses qui se développait à la veille de l'indépendance sans l'appui décisif, pour assurer la survie de l'Etat bourgeois, qu'a représentée l'armée permanente des frontières, dirigée à l'époque — et cela depuis des années — par le colonel Boumediène.

On se souvient que le 5 juillet, le pouvoir tombait entre les mains de Ben Khedda, médecin dirigeant petit-bourgeois du FLN. L'une des premières déclarations de Ben Khedda, c'est précisément son insistance quant à la nécessité de « construire l'Etat », c'est-à-dire l'Etat bourgeois, dans les plus brefs délais. Début août, Ben Bella, appuyé par l'armée permanente de Boumediène, après quelques combats contre l'armée de l'intérieur, entre à Alger et installe l'Etat algérien indépendant. Le secret de la force de cet Etat, c'était fondamentalement l'armée, colonne vertébrale du maintien de l'ordre. Le prolétariat et la paysannerie algériens, en tant que tels, voyaient ainsi le pouvoir passer de main en main sans avoir aucune prise sur les bouleversements politiques des premiers semaines de l'indépendance.

Il n'en demeurait pas moins que la lutte des classes conservait ses droits et que la crise ouvrière au sein de la direction petite-bourgeoise du FLN entre différents clans, fractions et coteries, conjuguée à la crise sociale ouverte par la proclamation de l'indépendance, allait, sous des formes particulières, permettre l'intervention des masses du prolétariat algérien. C'est ce que nous examinerons dans un prochain article.

## Venezuela :

### Nouveau crime du gouvernement Caldera !

Cette fois, c'est un enfant de 9 ans qui a été la victime du gouvernement Caldera. Encore un nom, encore un foyer en deuil à ajouter aux dizaines et dizaines de foyers vénézuéliens qui comptent déjà un membre de leur famille assassiné par la répression militaire et policière.

En fait, il y a quelques jours, au cours d'une manifestation étudiante de protestation contre le retour des deux anciens présidents Romulo Betancourt et l'ex-dictateur Marco Perez Simenez, la police, comme c'est « l'habitude », a ouvert le feu sur la masse des manifestants, blessant un enfant qui mourut peu de temps après.

Le gouvernement Caldera est en crise. L'appel continué à la répression démontre la faiblesse du régime. L'attaque contre les travailleurs n'est que l'expression désespérée d'une bourgeoisie face à cette montée des masses qui a trouvé, au Venezuela, son expression dans les grèves chez Ford et dans les mines de fer, dans les grandes manifestations étudiantes contre la mise en place de la loi réactionnaire de « normalisation » des universités et dans les journées nationales d'action de l'ensemble des étudiants de tout le pays, pour la démission du ministre de l'Education nationale il y a quelques mois. Conflits qui ont tous été le prétexte de la plus féroce répression.

Les milliards de dollars additionnels obtenus de l'augmentation du prix du pétrole n'ont guère entraîné d'amélioration dans le niveau de vie des masses.

Cela est durement ressenti par de larges secteurs de la classe ouvrière, comme les mineurs de fer, qui se sont vu refuser la satisfac-

tion de leurs revendications et qui commencent à comprendre que les immenses richesses du sous-sol vénézuélien ne pourront satisfaire les besoins des travailleurs que lorsque la bourgeoisie aura été expropriée, le régime de la propriété privée jeté à bas, et l'Etat bourgeois détruit.

Ainsi, la lutte de classes atteint un nouveau stade. En témoigne la volonté des grévistes de chasser les bureaucrates syndicaux appuyés par le stalinisme et appartenant aux partis bourgeois MEP et URD et de récupérer leurs organisations syndicales.

Mais dans chaque conflit, c'est le problème du pouvoir politique qui se pose. Chaque fois, travailleurs et étudiants sont obligés de rentrer chez eux sans avoir trouvé la façon de poser clairement le problème.

C'est pour cela que la construction de l'avant-garde communiste du prolétariat vénézuélien est la tâche la plus urgente qui se pose aujourd'hui aux militants trotskystes vénézuéliens. Le combat pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire au Venezuela ne saurait être dissocié des efforts des militants dans le monde entier qui luttent pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. La lutte pour le POR vénézuélien est une composante de cette lutte.

Le premier pas en avant sur cette voie a été la présence d'un militant du noyau trotskyste vénézuélien, hier, en qualité d'observateur, à la Conférence latino-américaine pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale qui vient de se tenir en Amérique latine et, demain, à la pré-Conférence internationale qui va se tenir à Paris en juillet.

A la veille de la Conférence de juillet, soutenez l'activité des organisations engagées dans le combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale

FONDS INTERNATIONAL LENINE-TROTSKY

C.C.P. BLOCH 30 500-79 - 45 - La Source - i Hemeroteca General CEDOC

# comités de grèves, conseils, soviets : vers la révolution socialiste

Nous commençons aujourd'hui la publication d'une série d'articles qui, au travers de l'actualité de la lutte de classes en France et dans le monde, comme au travers de l'examen et de la discussion de certaines grandes expériences historiques du prolétariat international, ont pour but d'illustrer pour les travailleurs et les militants le mouvement fondamental qui, selon nous, caractérise notre époque, et singulièrement la nouvelle période de luttes dans laquelle nous sommes entrés, le mouvement par lequel la classe ouvrière en mouvement s'efforce, pour les besoins de son combat, de reprendre le contrôle de ses organisations et de forger l'outil politique par le moyen duquel elle parviendra à se constituer en classe dominante.

Comités de grève, conseils, soviets, toutes ces formes d'organisation que, spontanément, le prolétariat retrouve dans chacune de ses grandes périodes d'activité n'appartiennent nullement à un passé révolu, sinon pour les petits-bourgeois pour lesquels tous les prétextes sont bons pour se prosterner au pied des appareils contre-révolutionnaires et tenter de se persuader eux-mêmes d'une prétendue pérennité bureaucratique qui justifierait leurs propres renoncements.

## Québec, mai 72 : le gouvernement vacille devant la grève générale

Le Québec a connu au cours des derniers mois une période de luttes de classes d'une ampleur inconnue jusqu'ici. Il importe de revenir aujourd'hui sur ces luttes afin d'en dégager toute la signification et la portée internationale.

Les dernières semaines ont été marquées par un événement majeur : la libération des trois dirigeants des centrales ouvrières québécoises qui sont la Confédération des syndicats nationaux (CSN), la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) et la Corporation des enseignants (CEO). Comme nous l'indiquions dans le N° 564 d'INFORMATIONS OUVRIÈRES, les trois dirigeants syndicaux avaient été condamnés, le 8 mai, à un an de prison.

Ce seul geste, déjà, de la part du gouvernement québécois, indiquait jusqu'à quel degré la classe ouvrière avait porté son offensive pendant les derniers mois.

Au Québec, les condamnations à des peines d'emprisonnement pour activités syndicales ne sont pas chose nouvelle. Mais frapper le mouvement ouvrier directement à sa tête, condamner à un an de prison les présidents des organisations syndicales est un fait sans précédent : si l'on veut apprécier la férocité du coup porté, qu'on imagine simplement la signification que prendrait un acte semblable en France ou aux Etats-Unis.

Il faut rappeler et expliquer dans quelle conjoncture s'est faite l'incarcération des dirigeants syndicaux.

Leur condamnation a été prononcée au terme d'une grève générale des 210 000 salariés de la fonction publique, au mois d'avril, menée dans l'unité par l'ensemble des organisations syndicales. Et ce, alors que dans le passé, les rivalités entre les organisations syndicales dont les origines sont différentes (ainsi, la FTQ est rattachée à l'AFL-CIO) ont été fort vives.

Onze jours après le début de cette grève, le gouvernement Bourassa promulguait une loi d'exception — le bill 19 — imposant le retour au travail et menaçant de lourdes peines d'amendes ou d'emprisonnement tous ceux qui la défileraient.

A ce moment, des sections entières refusèrent d'obtempérer aux injonctions anti-ouvrières.

Le gouvernement désigna alors ses « coupables », les trois dirigeants « responsables » du non-respect de la loi. Il les condamna pour « outrage au tribunal » et non pas directement pour avoir enfreint la loi 19...

Avant l'emprisonnement des trois dirigeants, la loi 19, en elle-même, montrait clairement la volonté du gouvernement d'en finir avec les revendications des travailleurs de la fonction publique et de « faire un exemple » pour l'ensemble du mouvement ouvrier.

Cette loi, en effet, ne se limitait pas à briser l'exercice du droit de grève. Elle incluait la promulgation, d'ici au 30 juin, d'un décret gouvernemental fixant les conditions de travail des syndiqués de la fonction publique, si avant cette date, les négociations entre les syndicats et le gouvernement n'aboutissaient à aucune entente ! Ce décret restait en vigueur pendant les deux prochaines années et impliquait l'interdiction du recours à la grève pour la même période.

Au moment où nous écrivons ces lignes, nous ne savons pas si le gouvernement après avoir été forcé de libérer les trois dirigeants syndicaux, a dû aussi retirer sa loi 19. Il est clair en tout cas que le contenu des revendications mises en avant par les travailleurs de la fonction publique et l'ampleur de la mobilisation ouvrière déployée ces dernières semaines permettent seules de comprendre le type de réponse que leur a opposé le gouvernement.

L'une des revendications des travailleurs de la fonction publique exprime bien le caractère de la lutte menée. Cette revendication se résume dans les « cent dollars par semaine » minimum exigés pour chaque salarié. Revendication exprimée sous une forme économique, mais dont la nature en faitait et en fait encore aujourd'hui une revendication éminemment politique. Car, si le gouvernement accordait aux employés de la fonction publique les cent dollars par semaine, il ouvrirait du même coup la porte à la même revendication dans l'ensemble des couches ouvrières concentrées dans les secteurs de l'entreprise privée. Mais de cela le patronat ne voulait pas et c'est ainsi, en véritable « comité exécutif du capital », que le gouvernement a agi face à la grève de la fonction publique.

La revendication des cent dollars par semaine était une revendication de nature politique parce que saisissable par l'ensemble de la classe, et impliquant la transformation du régime. C'est en expliquant que les cent dollars supposeraient le changement de la structure industrielle, que le ministre québécois des Institutions financières a motivé son refus d'accéder à la revendication des travailleurs...

Si le gouvernement québécois a pu faire cesser la grève des 210 000, il n'a pu cependant imposer sans riposte la condamnation des trois dirigeants ouvriers.

C'est dès le mardi 9 mai, au lendemain de la condamnation, que la mobilisation ouvrière, cette fois étendue à l'ensemble de la classe, secteurs publics et privés, était relancée par des débrayages massifs dans la plupart des villes industrielles du Québec.

Comme dans la ville minière de Sept-Îles, les travailleurs eux-mêmes vont définir les objectifs immédiats de leur mouvement : « Nous ne rentrerons au travail que lorsque la loi 19 aura été abrogée, que lorsque les trois présidents des centrales auront été libérés et retirées toutes les poursuites intentées contre des militants syndicalistes locaux ».

Ce mouvement, ce sont, en effet, les travailleurs eux-mêmes qui l'impulsent. Du côté des directions syndicales, on ne donne aucun mot d'ordre, aucune directive assurant la coordination de la riposte ouvrière.

Sans aucun mot d'ordre centralisateur de la part des appareils qui préparent ainsi les conditions d'une défaite, ce mouvement qui émane de la classe va prendre des formes dont la signification dépasse largement le cadre québécois.

À Sept-Îles, à Thetford-Mines, à St-Jérôme, dans d'autres villes, les travailleurs quittent leur travail, se réunissent en assemblée générale, coordonnent leur action de section syndicale à section syndicale et de centrale à centrale et prennent en main la gestion municipale.

Alors que s'approchent, une nouvelle fois, les plus grands bouleversements révolutionnaires, il nous paraît nécessaire, indispensable, de restituer, pour les militants, la grande tradition du combat prolétarien qui va du soviét de 1905 jusqu'aux luttes d'aujourd'hui, en passant par Octobre, les comités de grève de 1936 et le combat pour le Comité Central National de la Grève Générale en mai-juin 1968.

Nous avons choisi cette semaine d'illustrer ce thème central par la correspondance que nous a adressée un camarade québécois sur le puissant mouvement qui a soulevé récemment des millions de travailleurs dans son pays. Les militants verront dans la pratique de l'Assemblée générale décrite ci-dessous et dans le contrôle exercé par les travailleurs en lutte sur leurs organisations syndicales l'expression du mouvement fondamental du prolétariat à maîtriser enfin par lui-même son propre mouvement : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

Ce sont eux qui par exemple pendant une semaine, à Sept-Îles, décideront des heures d'ouverture et de fermeture des magasins d'alimentation, des commerces, etc.

Ce sont eux aussi qui dans la plupart des villes occupent la radio pour y diffuser des bulletins d'information ouvrière sur les débrayages en cours ou à venir et des chants révolutionnaires.

Véritable esquisse d'une situation de dualité de pouvoir dans laquelle les travailleurs décident et exécutent ensemble, mais dans laquelle ils cherchent aussi, sans coordination à l'échelle nationale, les formes de leur propre organisation de pouvoir.

L'ampleur de ce mouvement et en même temps ses limites se trouvent exprimées lorsque les travailleurs de Sept-Îles se rendent en délégation chez le maire de la ville lui dicter le message qu'il devra transmettre au premier ministre Bourassa. Ce message, c'est celui des conditions énoncées plus haut, du retour au travail. Toutefois, c'est encore la municipalité qui est chargée d'être l'instrument de la volonté des travailleurs.

Tout en affirmant qu'il ne cédera pas, le gouvernement recule objectivement devant la mobilisation ouvrière en donnant le feu vert pour la libération des trois dirigeants.

Le gouvernement teste la capacité de riposte de la classe en lui portant un coup sérieux. Il échoue dans sa politique qui vise à bloquer le mouvement croissant des revendications ouvrières. Mais en même temps rien n'est réglé par cette grève à l'issue de laquelle les travailleurs de la fonction publique n'ont pas obtenu pleine satisfaction de leurs revendications.

Pourtant le résultat positif ou négatif du mouvement récent des travailleurs québécois ne peut pas être apprécié du strict point de vue de la satisfaction ou non des revendications mises en avant.

Ce qui compte avant tout c'est de savoir si oui ou non la classe a fait un pas de plus dans sa rupture face à la bourgeoisie, à son Etat et à ses partis.

Et c'est bien le cas. Qu'on en juge à travers l'une des conséquences les plus fondamentales de la grève : la scission

qui vient de se produire au sein de l'appareil dirigeant de la CSN, scission qui opère une clarification politique sans précédent au sein du mouvement ouvrier québécois.

Au plus fort du mouvement, trois membres de l'exécutif de cette Centrale dénonçaient publiquement le mot d'ordre de poursuite de la grève donné par les présidents des trois organisations syndicales.

Ils expliquèrent ensuite, au cours d'une conférence de presse, que leur président, Marcel Pepin, avait « choisi » la prison pour se faire un capital politique avant le congrès national de la CSN, qui a lieu cette semaine à Québec.

Cet acte scissionniste dirigé contre l'ensemble du mouvement ouvrier québécois a connu sa réponse il y a quelques jours : ces trois membres de l'appareil qui ont montré leur vrai visage, celui d'agents de la bourgeoisie, ont été exclus de la CSN.

À 700 km de New York, les luttes de classe qui se sont déroulées au Québec, ces derniers mois revêtent une dimension et une importance internationales. Le degré atteint par la récente mobilisation ouvrière et les formes qu'elle a prises s'inscrivent dans les perspectives actuelles de la lutte de classe mondiale et annoncent de plus grandes luttes de classe encore, en même temps que des contre-attaques préparées par la bourgeoisie.

Il est très net que ces luttes germent aujourd'hui, sur le territoire québécois, dans une situation de crise politique qui bouscule profondément le rapport des classes. Crise politique qui trouve son expression dans l'oppression de la population québécoise francophone au Canada et qui pose de manière aiguë le problème des rapports de l'Etat fédéral avec les Etats provinciaux. Crise politique aussi qui s'exacerbe dans la situation d'augmentation croissante du chômage (environ 10 %) que la bourgeoisie ne parvient pas à résorber.

La crise est « québécoise », mais, sans nul doute, le mouvement du prolétariat québécois aura des conséquences sur les rythmes de la lutte des classes dans l'ensemble du continent nord-américain.

Un document indispensable...

Passez vos commandes :

LA CORRESPONDANCE  
INTERNATIONALE

39, rue du Fbg du Temple Paris-10\*

C.C.P. JEAN SANVOISIN  
20.671-59 PARIS

LA CORRESPONDANCE  
INTERNATIONALE

Bulletin du Comité International pour la reconstruction de la 1<sup>re</sup> Internationale

N° 564, 10, rue de Valenciennes, Paris 10<sup>e</sup> M. 63 Juin 1972 500 F

LA CORRESPONDANCE  
INTERNATIONALE

spécial  
pré-conférence  
internationale

(juillet 1972)

Documents de l'O.C.I.

U.A.B.  
• les tâches de reconstruction  
de la 1<sup>re</sup> internationale  
• sur la situation internationale  
CEDOC

# 3 - notre père ordinateur qui êtes au m. i. t.

La « révolution verte », la création par la science humaine de nouvelles variétés de céréales susceptibles de donner un rendement à l'hectare dix fois supérieur à ce qu'on pouvait précédemment obtenir exige évidemment que les substances minérales, surtout l'azote, qui sont ainsi soustraites au sol en beaucoup plus grande quantité, lui soient restituées sous forme d'engrais. Que ces investissements fassent baisser le taux de profit n'importera évidemment pas à une société socialiste, où l'économie se réduira à la technique, à la satisfaction planifiée des besoins, le gouvernement des hommes ayant fait place à l'administration planifiée des choses. Un inconvénient de nature par contre à se manifester dans toute société est que l'infiltration de ces engrais artificiels abondants dans les marais et les lacs est de nature à les polluer gravement, en les amenant au stade « eutrophique » irréversible où les algues s'y développent massivement et en épuisent l'oxygène.

Des bactéries susceptibles de fixer l'azote existent à l'état naturel dans le sol depuis le début de la vie végétale sur les continents : mais elles ne suffisent pas aux besoins des nouvelles variétés de céréales de la « révolution verte ». Or, l'hebdomadaire *Time* du 12 juin annonce que deux spécialistes anglais de la biologie moléculaire, utilisant des techniques parmi les plus raffinées de celles que l'étude, très avancée au cours de ces dernières années (c'est beaucoup plus simple que chez les autres vivants à la structure plus complexe) de la génétique de certaines bactéries, a permis d'élaborer, ont fait un pas essentiel vers la création de nouvelles espèces de bactéries susceptibles de fixer l'azote. Des espèces, notons-le bien pour les braves gens qui croient que le terme « biologique » s'oppose à « chimique » et est synonyme de « naturel » et sont par-là même des victimes toutes prêtes pour les charlatans qui leur vendent fort cher les aliments « bio-quelque chose » ; des espèces de bactéries qui n'ont jamais existé dans la nature et n'avaient qu'une probabilité pratiquement nulle d'y apparaître spontanément — exactement comme les nouvelles variétés de céréales. Divers problèmes restent à résoudre, mais la perspective s'ouvre, avec ces bactéries, de fixer l'azote atmosphérique dans le sol et de réduire considérablement la quantité d'engrais nécessaires aux nouvelles céréales, donc les pollutions correspondantes.

## PAS DE RAISON DE DOUTER DE SON GENIE

La même semaine, on annonce la découverte, dans un laboratoire de Versailles, d'un nouveau procédé pour obtenir, à partir du colza et d'un ferment, des protéines solubles, donc beaucoup plus digestibles que les protéines végétales « brutes », la solubilisation permettant en même temps l'élimination des polluants.

Ces deux exemples pris presque au hasard dans l'actualité suffiraient à montrer que l'homme n'a aucune raison de douter de son génie, de sa science, de sa technique et de leur aptitude à contrôler la nature pour satisfaire ses besoins, à maîtriser tous les problèmes scientifiques que pose ce contrôle, à faire de la planète terre le jardin de l'humanité.

Nous avons choisi, pour un premier examen des méthodes et des assertions des nouveaux prophètes de l'écologie, notamment de l'équipe du MIT dirigée par Dennis Meadows, le problème particulier des ressources alimentaires, parce que les pronostics de famine universelle pour... aujourd'hui s'étaient multipliés il y a 15 ou 20 ans, et que les conclusions de Meadows : baisse catastrophique de la surface des terres arables et de la production alimentaire d'ici à l'an 2000, 2020 ou à la rigueur 2040, et, bien avant cette date, difficultés croissantes résultant d'une hausse générale et massive des prix agricoles sur le marché mondial, se trouvaient réfutées de façon particulièrement éclatante par les faits les plus patents.

On assiste en effet à l'heure actuelle à une grave crise de surproduction agricole, avec baisse massive des prix des céréales (surproduction, bien entendu, par rapport aux minces revenus que le capitalisme concède chichement aux masses travailleuses, et non par rapport aux besoins humains), engorgement des stocks, etc.

*The Economist* du 27 décembre 1969, sous le titre général *Révolution verte ou rouge ?*, n'annonçait-il pas qu'au cours des années 70 l'introduction d'une productivité croissante dans l'agriculture des pays arriérés y accélérerait le flot de chômeurs affluant dans les villes, menaçant de produire « une véritable révolution urbaine rouge à l'état brut » ?

Ce n'est pas la science qui est incapable de faire face aux problèmes de l'humanité, c'est le régime du profit privé qui a mis depuis un siècle et davantage la science à son service.

## DES PRESSIONS D'ORIGINE CONNUE

Nous nous proposons maintenant d'analyser dans son ensemble la méthode de l'équipe de Meadows — qui, rappelons-le, à la demande du club de Rome financé par Fiat et Olivetti, a réalisé au MIT cette œuvre qui fait époque et nous occupe en ce moment, grâce à une allocation de 250.000 dollars de la Fondation Volkswagen. Vraiment que de braves gens désintéressés, et si peu polluants que cela ne vaut pas la peine d'en parler, ont veillé sur le berceau de la nouvelle foi écologiste ! Plus exactement, nous nous proposons de montrer brièvement l'incroyable charlatanisme, la malhonnêteté cardinale dont ont fait preuve Dennis Meadows et ses complices. Brièvement, mais néanmoins avec quelques précisions, car on n'a certes pas fini d'en entendre parler... (2).

Comme l'écrit en effet la rédactrice en chef de la principale revue de vulgarisation scientifique française, *La Recherche*, dans son numéro de juin, avec l'inévitable politesse que beaucoup se croient tenus d'observer à l'égard de « scientifiques distingués » comme Meadows, mais cependant avec netteté :

« ... Ce petit livre de lecture d'ailleurs fort aisée qu'est *The limits to growth* a été publié en janvier 1972, et c'est seulement six mois plus tard que l'on commence à annoncer les premières publications relatives aux résultats proprement scientifiques des recherches qui le sous-tendent. C'est dire que les conclusions explosives de ce nouveau modèle sont difficilement défendables et que ses détracteurs ont beau jeu. La critique majeure et la plus fréquente est la suivante : Meadows a délibérément (sous l'effet de pressions de même origine que celles qui l'ont poussé à publier son livre avant les résultats) choisi pour les éléments de base de son modèle des valeurs telles qu'il aboutisse inévitablement à un système instable. »

## DU ROBOT DIABOLIQUE A L'ORDINATEUR DIVIN

Avant d'examiner ces « éléments de base », il faut dire un mot encore d'un aspect secondaire, mais nullement négligeable, de la nouvelle religion. Parmi ses adeptes les plus fanatiques, on compte naturellement les petits-bourgeois de gauche, ou combien ! du *Nouvel Observateur*. Le numéro spécial de ce journal intitulé *La dernière chance de la terre* (« nous avons dix ans pour éviter la fin du monde », c'est en ces termes que s'achève l'édition !) se termine par la publication des principales conclusions de Meadows et Cie sous ce titre remarquable : *Le verdict des ordinateurs sur la crise de notre civilisation*. Qui oserait s'occuper des problèmes vulgaires de la lutte des classes, du combat du prolétariat pour son émancipation, de la stratégie des grèves, du gouvernement ouvrier, lorsque les ordinateurs ont rendu leur verdict et ne nous laissent que 10 ans pour échapper à la colère de ces nouveaux dieux ? Colère bien justifiée car « la plupart des activités humaines portent atteinte à la stabilité de l'écosphère... Les activités de l'homme (en) ont perturbé les mécanismes complexes... Dans son immense orgueil (sic !), il a cherché à les remplacer par des procédés qui engendrent la régression et la confusion », comme l'écrit le second livre sacré de l'écologie, le manifeste *Blue Print for Survival* d'un groupe d'écologistes anglais (3). L'Ancien Testament parle non moins éloquentement de l'abomination de la désolation, et le doux Jésus ne cache nullement la jouissance sadique qu'il éprouve à évoquer les pleurs et les grincements de dents des damnés, mais il s'agit bien de la même chose. Il ne faut rien négliger pour persuader le prolétariat, ce géant qui commence à se dresser de toute sa stature pour prendre en main le destin de l'homme, que son propre sort lui échappe, qu'il ne peut même en comprendre la signification, qu'il doit s'incliner, sinon devant les desseins de la providence, au moins devant le « verdict des ordinateurs » !

Ce nouveau mythe plonge ses racines dans l'aliénation qui résulte du mode capitaliste de production. L'inquietant robot qui hante les sentiers de la science fiction, roulant des pensées ténébreuses à seule fin d'asservir l'homme ou de l'anéantir, et l'ordinateur, juge suprême condamnant l'homme « immensément » coupable du péché d'orgueil, sont frères jumeaux. Grâce au développement sans précédent des forces productives stimulé par le capitalisme ascendant, l'humanité a forgé cet automate productif géant qu'analysait déjà prophétiquement Marx dans le premier manuscrit du *Capital*, en 1857, susceptible de fonctionner sous le contrôle, la surveillance des travailleurs, mais sans leur participation directe à la production. Cet automate, ce robot productif, œuvre suprême élaborée par le génie de l'homme au cours de siècles et de millénaires de luttes et de sacrifices pour dominer

la nature, annonce la fin de la vieille malédiction biblique du travail servile, déshumanisé, et l'avènement de l'activité libre — la fin de la « préhistoire de l'humanité ».

Mais dans le cadre du mode de production capitaliste, des rapports résultant de la propriété privée des moyens de production et des Etats impérialistes, les produits du travail humain régissent l'homme au lieu d'être régis par lui. Les forces productives n'existent que sous la forme de capital productif, fonctionnant pour le profit privé des maîtres de ce capital ; le travailleur salarié n'est qu'une partie du capital productif, l'appendice et l'esclave de la machine, du robot angoissant qui, à l'aube de la grande industrie, s'était déjà fait « belle poupée de bois » pour jouer un si mauvais tour au pauvre Nathanaël, intellectuel de gauche de l'époque (4). Voici maintenant l'ordinateur, cette essence spirituelle du robot, son âme si l'on préfère, cette « machine à penser » toute prête à dispenser l'« élite intellectuelle » de la pénible obligation de se fatiguer les méninges. Quelle aubaine !

« Les machines sont tout à fait innocentes. Elles feront le bonheur de l'humanité lorsque celle-ci jouira de la propriété collective », disait déjà le vieux Weillling. L'ordinateur n'est pas moins innocent. Il ne pense pas. Il ne rend pas de verdict. Il fait des calculs (au sens le plus général du terme, donc y compris des opérations logiques, par exemple) à un rythme incroyablement plus rapide que celui possible à des hommes. Mais il ne fait aucun calcul, aucune opération qu'un homme ne pourrait faire. Et les fonctions les plus complexes et les plus décisives, les fonctions essentiellement novatrices du cerveau humain dépassent absolument ses possibilités. Il calcule, sur la base des données que ses utilisateurs humains lui fournissent et du programme qu'ils lui fixent. Si les données sont incomplètes, faussées, si une erreur de méthode est à la base du programme, les conclusions seront naturellement faussées. Mais l'ordinateur n'y est pour rien ! Il n'en pense d'ailleurs rien du tout. Il ne pourrait relever de lacunes ou d'erreurs dans les données qu'on lui a injectées que s'il avait été préalablement programmé à cette fin. C'est Meadows, financé par Volkswagen, qui formule un pronostic historique, ce n'est pas son ordinateur !

## LE « MODELE DU MONDE » ET SON MODELISTE

Meadows a donc été chargé par le club de Rome d'une « entreprise remarquablement ambitieuse », comme l'écrit l'éditeur américain des *Limites de la croissance*, « le projet "passe difficile" de l'humanité ». Par quelle méthode l'a-t-il abordé ? Par la technique des modèles.

L'étude d'un phénomène naturel à l'aide d'un modèle peut se faire en construisant un modèle matériel, une maquette en réduction. On étudie ainsi l'ensablement de l'estuaire d'un fleuve. Cette méthode n'est valable que si l'on peut admettre avec une approximation suffisante que toutes les grandeurs qui interviennent varient proportionnellement aux dimensions linéaires du phénomène considéré, ce qui, en fait, est rarement le cas. Il ne reste alors qu'à recourir à un modèle mathématique, où les corrélations entre les diverses grandeurs peuvent être des fonctions quelconques. Le calcul numérique effectif est alors trop complexe pour pouvoir se faire autrement que sur ordinateur, mais la validité des résultats dépend essentiellement du choix des très nombreuses hypothèses nécessaires, non seulement au départ, mais à chaque stade d'élaboration du modèle. C'est de ce choix que dépendra la question de savoir si ce modèle représente effectivement avec quelque précision le phénomène naturel étudié. Plus le phénomène est complexe, et plus ces hypothèses, ces données doivent naturellement être nombreuses et précises.

Phénomène naturel, disons-nous. L'application de la méthode des modèles à des phénomènes sociaux est entachée du positivisme qui règne dans les prétendues « sciences de l'homme ». Pour ces « savants », la société est une chose, elle-même ensemble de sous-choses (ils disent aussi un système principal, ensemble de systèmes secondaires). L'aliénation de l'homme, le caractère contradictoire du mode de production dominant, le déboulement du travail humain en travail utile concret satisfaisant les besoins et travail productif abstrait engendrant le profit, rien de tout cela n'a sa place dans un modèle. Le positivisme considère la société humaine comme se réduisant à un ensemble de grandeurs techniques mesurables. La lutte des classes — donc l'histoire de l'humanité — est alors de toute façon expulsée de ces modèles. Mais ce n'est pas tout.

Le « modèle du monde » (rien de moins) qu'a utilisé Meadows a été élaboré dans le bref espace de 15 jours par l'éminent professeur Jay Forrester. On ignore si, gravissant l'un des sommets sourcilieux du Massachusetts, ce nouveau Saint des derniers jours l'a reçu tout fait de son... ordinateur. « Nous sommes parfaitement conscients de ses insuffisances », écrit Meadows, mais nous croyons que c'est le modèle le plus utile actuellement disponible pour traiter des problèmes de l'avenir global à long terme de l'humanité ». On se demande pourquoi Marx a travaillé quarante ans sur son *Capital* sans l'achever. Il est vrai qu'il n'avait pas d'ordinateur, et qu'il ignorait la théorie générale des systèmes ou analyse de système, dont le professeur Forrester est un ténor...

Notons bien également — comme il l'écrit lui-même — que Meadows ne donne pas dans *Les limites de la croissance* « une description scientifique complète de tous les faits et équations mathématiques incluses dans le modèle du monde ». Cela viendra plus tard. En attendant, le bon public est invité à croire ces Messieurs sur parole. L'ordinateur n'a-t-il pas parlé ?

(1) Voir *Informations Ouvrières* à partir du n° 569.  
(2) Leur livre, *Les limites de la croissance*, doit paraître incessamment en français chez Fayard.  
(3) A paraître en français sous le titre *Changer ou disparaître* (Fayard).  
(4) Faut-il préciser qu'on ne lit pas les signatures de Nathanaël dans *Le Nouveau Testament*, mais dans les *Contes d'Hoffmann* ? CEDOC.  
Prochain article : *Le triquage du modèle du monde*.